

Collection
Études théoriques

no **ET1107**

**Susciter la démocratie à partir
de l'université :
les projets de *University Settlement*
à l'Université McGill, 1889-1939**

Julien Mauduit
Doctorant en histoire, UQAM

Production du rapport
sous la direction de :
Jean-Marc Fontan
Sociologie, UQAM

Incubateur universitaire *Parole
d'excluEs* - Centre de recherche sur
les innovations sociales (CRISES),
Montréal - Université du Québec à
Montréal (UQAM)

Juillet 2011

Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Collection Études théoriques - no ET1107

« **Susciter la démocratie à partir de l'université : les projets de *University Settlement* à l'Université McGill, 1889-1939** »

Julien Mauduit

Doctorant en histoire, UQAM

Production du rapport sous la direction de : Jean-Marc Fontan, Sociologie, UQAM

Incubateur universitaire *Parole d'excluEs* - Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) Montréal -
Université du Québec à Montréal (UQAM)

ISBN : 978-2-89605-324-7

Dépôt légal : 2011

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives nationales du Canada

PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

Axe innovations sociales, développement et territoire

- Les membres de l'axe innovations sociales, développement et territoire s'intéressent à la régulation, aux arrangements organisationnels et institutionnels, aux pratiques et stratégies d'acteurs socio-économiques qui ont une conséquence sur le développement des collectivités et des territoires. Ils étudient les entreprises et les organisations (privées, publiques, coopératives et associatives) ainsi que leurs interrelations, les réseaux d'acteurs, les systèmes d'innovation, les modalités de gouvernance et les stratégies qui contribuent au développement durable des collectivités et des territoires.

Axe innovations sociales et conditions de vie

- Les membres de l'axe innovations sociales et conditions de vie repèrent et analysent des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axes innovations sociales, travail et emploi

- Les membres de l'axe innovations sociales, travail et emploi orientent leurs recherches vers l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans les services, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les travaux portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles. Ils concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, l'équité en emploi et la formation.

LES ACTIVITÉS DU CRISES

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires postdoctoraux, la formation des étudiants, le CRISES organise une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, le rapport annuel et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.crisis.uqam.ca>.

Juan-Luis Klein
Directeur

PRÉSENTATION DE L'IUPE

La présente étude s'inscrit dans les travaux conduits par l'Incubateur universitaire *Parole d'excluEs* (IUPE).

La mission de l'Incubateur universitaire *Parole d'excluEs* consiste à croiser des savoirs et des pratiques pour permettre un accompagnement critique auprès de démarches montréalaises de mobilisation citoyenne par le logement social.

Cette mission se décline en deux champs d'intervention.

- Un champ centré sur des préoccupations académiques où le dispositif Incubateur universitaire constitue un mode spécifique de production des connaissances fondé sur le croisement des savoirs.
- Un champ d'application centré sur des partenariats concrets avec des acteurs/projets. Le partenariat développé entre l'Incubateur universitaire de l'UQAM et *Parole d'excluEs* est une réalisation concrète de ce champ d'application.

Depuis septembre 2007, l'équipe de l'IUPE s'est investie dans deux démarches partenariales de mobilisation par le logement social :

- une première, sur l'Îlot Pelletier, à partir de septembre 2007 ;
- une deuxième, sur l'Îlot Biscuiterie Viau, à partir de juin 2008.

Pour chaque lieu d'intervention, l'Incubateur a délégué un représentant universitaire sur le Comité promoteur en charge d'accompagner chaque démarche locale de mobilisation par le logement social.

Pour plus d'information sur le projet *Parole d'excluEs* et l'IUPE, consultez les sites Internet suivants :

- Blog PE : <http://paroledexclues.site11.com/>
- Blog IUPE : <http://iupe.wordpress.com/>

NOTES SUR L'AUTEUR

Julien MAUDUIT est diplômé en histoire à l'Université Sorbonne Paris-IV et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, ainsi qu'en Science Politique à l'Université Nanterre Paris-X. Il a entamé un Doctorat en histoire politique à l'Université du Québec à Montréal en 2009, sous la direction de Jean-Marie Fecteau et d'Allan Greer (Université McGill), sur l'exil des patriotes de 1837-38 dans la ville de New York, pour étudier les dimensions continentales et démocratiques des événements canadiens.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS SUR LA DÉMARCHE.....	XI
INTRODUCTION	15
PREMIÈRE PARTIE : LE « UNIVERSITY SETTLEMENT », LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE DE L'INTERVENTION SOCIALE	21
1. LA PHILANTHROPIE SCIENTIFIQUE ET DÉMOCRATIQUE D'ARNOLD TOYNBEE	21
1.1. La naissance du Toynbee Hall	21
1.2. Le socialisme coopératif	22
1.3. Une nouvelle science pour la démocratie.....	24
1.4. L'attrait transatlantique pour le principe de « university settlement ».....	27
1.5. Le principe de « <i>university settlement</i> » selon l'Alumnae Society de McGill (1889-1910)	28
1.5.1. Repères historiographiques	28
1.5.2. Le Girls' Club des Alumnae : le premier university settlement au Canada	30
1.5.3. Entre espoirs et difficultés	33
1.6. Le Neighbourhood Club, variante américaine des <i>settlements</i>	34
DEUXIÈME PARTIE : GÉRER LA RÉFORME COOPÉRATIVE AVEC LE UNIVERSITY SETTLEMENT OF MONTREAL (1910-1939).....	37
2. L'ENVOL DU UNIVERSITY SETTLEMENT OF MONTREAL.....	37
2.1. La création du University Settlement of Montreal.....	37
2.2. Incertitudes et conflits sur l'application de la méthode coopérative.....	38
2.3. Le quotidien au University Settlement of Montreal	41
2.4. La culture, l'art et le politique : les <i>arts and crafts</i> au USM	43
2.5. Patriotisme et coopération, les paradoxes du USM.....	45
2.6. Définir la fonction sociale du University Settlement of Montreal	46
2.6.1. D'un lieu de création de savoirs à un laboratoire universitaire	46
2.6.2. Paradoxes philanthropiques : l'affiliation au Montreal Council of Social Agencies	49

2.7. Les relations délicates entre l'Université McGill et son Settlement.....	51
2.8. L'indispensable USM lors de la Dépression des années 1930.....	53
TROISIÈME PARTIE : LA RECHERCHE INTERVENTION, TIRER DES LEÇONS DE L'HISTOIRE ?.....	57
3. TIRER DES « LEÇONS » DU PASSÉ POUR MIEUX PENSER L'AVENIR.....	57
3.1. L'intégration dans les réseaux.....	57
3.2. Orienter la méthode coopérative vers la complémentarité et la créativité.....	60
3.3. S'inspirer des <i>settlements</i> pour créer un espace d'échanges.....	63
3.4. La problématique financière et la relation de gratuité.....	64
3.5. Partir à la rencontre du public et à la recherche d'un langage commun.....	67
CONCLUSION.....	71
BIBLIOGRAPHIE.....	75
SOURCES.....	75

AVANT PROPOS SUR LA DÉMARCHE

I am simply a student [...] who has stepped outside his usual sphere to handle a question which seems to raise issues beyond the power of a student to appreciate¹.

La présente recherche a été réalisée à partir d'une subvention obtenue du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) dans le cadre des activités de recherche intervention de l'Incubateur universitaire *Parole d'excluEs* (IUPE). Le principal objectif était de reconstituer le cadre d'émergence et de développement d'une initiative montréalaise d'intervention sociale qui fut en relation avec la plus ancienne université de la Ville. La recherche avait pour premier objet d'étudier le University Settlement of Montreal (USM), lequel fut fondé en 1910 par des membres de l'Université McGill. Le USM s'est structuré sur la base de l'activité antérieure menée par les jeunes femmes de l'Alumnae Society dès les années 1890, qui avaient été les premières au Canada à reprendre la réflexion-intervention d'Arnold Toynbee à l'origine des *university settlements*.

La piste d'analyse projetée consistait en une exposition la plus objectivante possible des faits. Autrement dit, il s'agissait de réduire l'analyse à la seule mise en lumière des principaux éléments qui ressortiraient de l'enquête. Réaliser cela devait permettre aux membres de l'IUPE de retenir certaines inspirations, à l'image de ce qui a été fait pour deux rapports préliminaires à cette étude².

Ce travail s'inspire d'une volonté manifestée des membres de l'IUPE de mieux comprendre le lien entre la philosophie pragmatiste américaine et la recherche-intervention menée par ce dispositif de recherche. Une recherche-intervention, telle est l'hypothèse de départ de l'IUPE, qui est directement liée au travail historique mené au Hull House de Chicago et à l'histoire nord-américaine des *university settlements*.

Dès lors, en plus de la réflexion et de l'action sociale de Toynbee à Londres à la fin du XIX^{ème} siècle, le pragmatisme de Jane Addams au sein du Hull House nous a aidé à replacer Montréal dans un contexte transatlantique d'innovations sociales, centrées sur la mise en relation d'universitaires avec des volontaires et des citoyens et citoyennes vivant en situation de

¹ Arnold Toynbee, *Lectures on the Industrial Revolution in England. Popular addresses, notes and other fragments*, Londres, Rivingstons, 1884, p.178-179.

² « Le University Settlement of Montreal », juin 2010, 25 p. ; « L'intervention universitaire moteur du réformisme social à Montréal. Le cas de McGill et du *university settlement* », octobre 2010, 39 p.

pauvreté et d'exclusion sociale. Ce travail permet donc de toucher à des questions très larges, comme l'institutionnalisation de la sociologie, le sens du philanthropisme et de la « coopération », et le processus de développement de l'État social.

Nous avons finalement décidé de retranscrire une partie de l'histoire des *university settlements* à Montréal à partir de différentes conceptualisations proposées dans l'historiographie. En corolaire, l'enquête sur le USM nous permet de compléter la littérature savante et d'énoncer certaines conclusions critiques pour les études à venir sur l'histoire sociale de Montréal, mais également pour celles sur le Canada.

Les deux premières parties de ce rapport final, sur les pionniers et les pionnières puis sur l'évolution des *university settlements* de McGill, ont ainsi été rédigées sous une forme monographique.

Étudier le passé pour alimenter en nouvelles connaissances un projet scientifique, social et communautaire, tel celui porté par l'IUPE, a éloigné le chercheur en histoire que je suis de l'environnement académique et des méthodes historiographiques classiques. Tout comme Toynbee le notait sur son travail social et scientifique, sortir des balises et des méthodes académiques soulève de profondes problématiques sur la pratique de la science et sur l'identité citoyenne et la fonction sociale d'un chercheur. La présente enquête ne peut évidemment pas résoudre cette problématique seule.

Il a toutefois été décidé que la troisième partie de ce texte constituerait un écho à ces questions peu théorisées, qui demeurent ensemble un champ socio-épistémologique largement inexploré par les historiens. L'incertitude découlant de la question de l'utilité d'écrire l'histoire pour un projet socialement actif m'a poussé à proposer dans cette troisième partie une réflexion sous forme d'essai (*Tirer des leçons de l'histoire ?*), dont l'ambition est de participer aux discussions sur diverses problématiques actuelles de la recherche intervention.

Comme pour chaque recherche sur le passé, l'analyse que nous présentons est largement tributaire des archives mises à la disposition des chercheurs. La plupart de celles-ci ont été consultées à l'Université McGill, complétées par des documents conservés aux Archives Nationales du Québec, à l'Université Concordia de Montréal et à la Bibliothèque publique juive de Montréal. Malgré l'importance du USM dans l'histoire de Montréal, il est étonnamment difficile d'accéder à un nombre important de documents car nous n'avons trouvé nulle part un large fonds constitué sur l'agence. L'enquête a donc largement subi les aléas d'un lent glanage d'archives, en particulier parce que le USM n'a publié, à ma connaissance, qu'un seul document public entre 1910 et 1951.

Je remercie Mrs Jean-Marc Fontan, Denis Bussières et les membres de l'IUPE pour avoir permis la réalisation de ce travail et pour avoir participé directement ou indirectement à la conception de l'analyse, ainsi que Jérôme Cormier pour ses nombreuses remarques. Ce travail n'aurait, par ailleurs, pas eu la forme sans les questions soulevées par Jean-Marie Fecteau et Martin Petitclerc dans le cadre des ateliers de doctorat organisés par l'UQAM. Je pense aussi à l'aide de Marie Houde et de son équipe aux archives de McGill, à la disponibilité d'Alana Bonner du département de Travail social de McGill, et à tous les archivistes qui m'ont aidé à consulter les documents pour cette recherche. Je remercie enfin ceux qui ont pris le temps de nous rencontrer pour partager leurs savoirs sur le USM, Lucie Chagnon, Estelle Hopemeyer, Brian Knight, Peter Katadotis, Maria Galubeva, Dimitri Roussopoulos et Lucia Kowaluk.

INTRODUCTION

Le phénomène des *university settlements* de la fin du XIX^{ème} siècle est une réponse sociale et humaine de « coopération » aux ravages de la révolution urbaine et industrielle. L'idée initiale, radicalement novatrice, tient à la volonté de partager la vie quotidienne, dans un quartier pauvre, entre universitaires et *workingmen*, ce que les acteurs américains du mouvement nommeront les « *neighbourly relations* ». Cette rencontre et ces échanges visaient une pacification à instaurer entre « classes sociales », mais ils avaient également pour fonction d'assurer un partage et un enrichissement des connaissances universitaires afin d'armer politiquement l'ensemble des citoyens aux principes et aux enjeux d'une démocratie naissante.

Le *university settlement*, ou « colonie universitaire », s'organise autour d'un lieu, plus ou moins pourvu en bâtiment, où des *settlers* (professeurs universitaires mais surtout étudiants et volontaires) vivent parmi les ouvriers. En plus des chambres, diverses activités y sont proposées par les *settlers* aussi bien que par les citoyens : artisanat, bibliothèque, théâtre, littérature, activités sportives ou encore des conférences universitaires. La fraternité et la démocratie guident toutes les actions entreprises dans cet espace et l'utopie des *university settlements* réclame la mise en place de l'ensemble de ces éléments. Comme nous le verrons, l'application partielle des grands principes (partage de la vie et du savoir, engagement réformiste scientifique et politique) condamne tout espoir de réussite.

En ouvrant la fraternité chrétienne à la réflexion scientifique, donc en entrouvrant les portes du savoir séculaire aux savoirs publics, les acteurs des *university settlements* veulent redéfinir le sens même de la vie en société. Jane Addams, à Chicago, décrit ainsi l'essence des *settlements* : « *it is an attempt to express the meaning of life, in terms of life itself, in forms of activity* »³. Reprenant cette idée, le philosophe John Dewey écrit à propos du Hull House d'Addams, « *[it] is not a thing, but a way of living – hence it has the same aims as life itself* »⁴. Toynbee, à Oxford, se demandait déjà : « *a new age to inaugurate a new life ?* »⁵. La clé de cette révolution en puissance réside dans l'engagement personnel d'universitaires-citoyens désireux de mettre leurs connaissances au service d'une meilleure vie en société, donc de participer à la création des démocraties en gestation.

³ Jane Addams, « A Function of the Social Settlement », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, 1899, p. 36.

⁴ Dewey cité par Shannon Jackson, *Lines of Activity*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2000, p.15. Sur l'importance d'Addams sur la philosophie pragmatiste, lire François Menant, *The Metaphysical Club. A Story of Ideas in America*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2001.

⁵ Toynbee, *Lectures...*, p. 210.

Le principe d'une « colonie » universitaire en milieu industriel a été proposé à l'origine par des professeurs du Balliol College d'Oxford, en Angleterre et, en particulier, par Arnold Toynbee (1852-1883). L'utopie s'est réalisée en 1884, avec la création du premier *university settlement*, le Toynbee Hall de Londres. L'ambition d'opérer une vaste réforme au sein de la société soutient ensuite l'expansion transatlantique des colonies universitaires, dans ce qui devient un véritable mouvement international⁶.

Le principe de *university settlement* a été notamment adopté par de nombreuses femmes, alors largement privées de droits civiques et admises tout récemment seulement dans certaines universités. Une des aspirations du mouvement est ainsi d'élargir les frontières traditionnelles de la politique, parallèlement à celles du savoir. Il semble alors paradoxal de lire que certains proches de Toynbee considéraient que « [he] was not a socialist or a democrat, though he had some tendencies in both directions »⁷. Toynbee se révèle être pourtant un penseur de premier ordre de l'histoire du socialisme anglais, ainsi qu'un véritable acteur de la transition démocratique du XIX^{ème} siècle.

La révolution des mœurs et des pratiques prônée par Toynbee est contenue dans le terme de « *co-operation* », idéal démocratique qui doit permettre de dépasser les différences de « *class* » en orchestrant leur rencontre. Ce principe est omniprésent en Angleterre depuis les expériences de Robert Owen, à l'image de Frederick D. Maurice et de ses *Working(women) Colleges*. Toynbee prolonge cette expérience en demandant en plus aux universitaires de venir vivre en milieu industriel. La « coopération » s'oppose à la « lutte » des classes, même si leurs ambitions réformistes se rapprochent parfois. À Montréal, la coopération entre classes accompagne pleinement l'histoire des *university settlements* de McGill. Nous observons cependant que ce principe est un idéal dont le sens est donné par les acteurs de l'histoire et, donc, que sa mise en pratique varie grandement au fil du temps et selon les lieux.

Toynbee est pleinement conscient des obstacles à cet idéal, en particulier la capacité de la « classe ouvrière » à apprivoiser le langage scientifique et académique. Il estime que « l'enthousiasme », l'état d'esprit et l'engagement personnel et collectif, est déterminant dans la réussite de son projet. Les premiers à être responsabilisés sont donc les milieux instruits : « *languor can only be conquered by enthusiasm, and enthusiasm can only be kindled by two things: an ideal which takes imagination by storm, and a definite intelligible plan for carrying out that ideal into practice [...] Nothing less than that of brotherhood and a perfect citizenship* »⁸.

⁶ En 1910, nous recensons environ 500 *settlements* entre la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord.

⁷ B. Jowett, dans Toynbee, *Lectures...*, p. XIV.

⁸ Toynbee, *Lectures...*, p. 230.

Les premiers responsables de cette révolution sont les « *settlers* » dans l'esprit de Toynbee. En vivant aux côtés de la classe ouvrière, en partageant leurs expériences quotidiennes dans un lieu dédié, les *settlers* du tournant du XX^{ème} siècle participent à la formation d'un « public » au sens où l'entend Dewey⁹. Au cœur de ce mouvement qui demeure fortement spirituel, nous observons une véritable sécularisation de la réflexion sur l'intervention sociale et une profonde critique des pratiques charitables. En marge du *social gospel*, une nouvelle « philosophie », « science » ou « éthique » se déploie sur la valeur sociale des croyances scientifiques. La science doit être en mesure de participer aux modifications en cours de l'histoire, donc la valeur du savoir est désormais jugée sur son applicabilité, son efficacité et sa capacité à améliorer le sort des sociétés. Les *settlements* se sont ainsi « *consciously formed for the purpose of the application of knowledge to life [...] with a desire to use synthetically and directly whatever knowledge they, as a group, may possess, to test its validity and to discover the conditions under which this knowledge may be employed* »¹⁰.

Retracer l'histoire des *university settlements* à McGill nous orientera également vers la question du développement de l'« État social » (*welfare state*). Après les travaux de Smith, Ricardo et Mill, qui soutiennent la théorie du « laissez-faire », la nouvelle économie politique de Toynbee, plus sociale, démontre au contraire la nécessité de mener des politiques publiques : « *The older school of Economists had shown the danger of Government interference; the new was to show how and when governments ought to interfere; it might even be hoped that combination and co-operation promoted by the State would create new forms of industrial society* »¹¹. L'idée du devoir d'intervention sociale des plus privilégiés est ainsi au cœur de l'histoire des *university settlements*.

La révolution industrielle et urbaine est particulièrement violente à Montréal entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle. La métropole est décrite par certains de ses citoyens réunis dans la City Improvement League, comme « la ville la plus sale et la plus corrompue d'Amérique du Nord ». Terry Copp a également brossé un portrait très sombre de la vie quotidienne d'une ville passée en quelques années de 250 000 à 1 000 000 d'habitants, où les taux de pauvreté et de mortalité sont nettement supérieurs à ceux des grandes métropoles

⁹ Pour Dewey, le « public » est l'ensemble des interactions entre individus, un lieu de médiation actif ayant comme objectifs l'organisation, la prévision et le contrôle des évolutions : « ceux qui sont indirectement et sérieusement affectés en bien ou en mal forment un groupe suffisamment distinctif pour requérir une reconnaissance et un nom » (Dewey, J., ([1927], 2003), *Le public et ses problèmes* (1927), trad. J. Zask, Publications de l'Université de Pau/Farrago/Ed. Léo Scheer, p. 76). Cette notion de « public » contient en elle les idéaux d'une communauté démocratique. Selon lui, la pratique scientifique est la forme la plus parfaite de la démocratie, donc la première condition pour la formation d'un « public », car elle permet une réflexion collective capable d'orchestrer la vie commune en affinant les intérêts convergents.

¹⁰ Addams, « A Function of Social Settlement », *op. cit.*, p.35.

¹¹ B. Jowett, dans Toynbee, *Lectures...*, p. XIV. La mise en italique sur *ought* provient du texte original de Jowett.

occidentales, Londres, New York et Paris¹². La structure politique du Dominion et la situation particulière du Québec, de même que le communautarisme prononcé au sein de la ville, expliquent en partie la passivité des pouvoirs publics face à cette situation jusqu'à la Deuxième guerre mondiale.

Dans les années 1890, alléger le fardeau de l'industrialisation à Montréal repose principalement entre les mains de quelques organismes charitables et philanthropiques confessionnels. Pour la communauté franco-catholique, la Société Saint-Vincent de Paul est durablement implantée, alors que l'aide charitable est plus éclatée chez les anglo-protestants de la ville. C'est dans ce contexte que se développe la réforme séculaire et universelle de l'intervention sociale, laquelle est menée par les jeunes femmes membres de l'Alumnae Society de l'Université McGill. En 1895, elles ouvrent ce que nous considérons être le premier *university settlement* de l'histoire du Canada, lequel maintient pendant dix années ses activités au cœur du quartier Dufferin.

Ces pionnières nous guideront naturellement dans notre étude de l'évolution du mouvement à Montréal. Pour dégager celle-ci, nous avons étalé l'analyse sur cinq décennies en mettant largement en lumière les interventions du University Settlement of Montreal, fondé, lui, en 1910.

Afin de retranscrire cette révolution des rapports humains et sociaux, donc la transformation des rapports de pouvoir, un effort sémantique anime ce travail. La « *working class* », ainsi désignée par les universitaires anglais, sera comprise dans le terme « public ». Le sens que nous lui appliquons se rapproche du paradigme de l'*history from below* et de la conceptualisation de Jürgen Habermas, soit l'idée d'individus doués de capacités de réflexion et d'organisation, d'acteurs véritables de l'histoire, loin d'une passivité régulièrement attribuée par des interprétations plus condescendantes¹³. Habermas avait principalement étudié la « classe bourgeoise », mais nous accompagnerons l'extension démocratique conçue par les *settlers* pour attribuer ces pouvoirs individuel et collectif à l'ensemble des membres des sociétés. Cette précision de vocabulaire est dictée par l'expérience des acteurs du mouvement : « *The gulf between the two classes [employeurs et employés] seemed, and to many still seems, impassable. It is not impassable – it is bridged by Democracy, which, by making workmen and employers equal, makes union possible* »¹⁴ ; « *We are not willing, openly and professedly, to assume that American citizens are broken up into classes, even if we make that assumption the preface to a plea that the superior class has duties to the inferior* »¹⁵.

¹² Terry Copp, *The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974.

¹³ Avec son caractère démocratique et actif, cette perception du « public » rejoint celle de Dewey mentionnée plus haut.

¹⁴ Toynbee, *Lectures...*, p. 198.

¹⁵ Addams, « A Function... », *op. cit.*, p. 33.

À première vue, l'étude du passé ne se prête guère à l'aspiration de Toynbee, également formulée par la philosophie pragmatiste, d'orienter les sciences humaines vers un savoir public moteur des réformes démocratiques. Contrairement à la hantise de l'anachronisme, centrale dans l'historiographie, cela signifierait pouvoir accorder aux historiens un rôle actif dans la vie civique au quotidien et en principe. L'écriture de l'histoire se réaliserait alors en pensant à la construction de l'avenir.

Cette enquête, consacrée aux deux projets de *university settlements* de McGill, propose de prolonger les interrogations sur l'utilité et la fonction sociale de l'analyse rétrospective du passé. Dans le cadre du projet IUPE, partie prenante du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES¹⁶), c'est bien la dimension citoyenne de la recherche scientifique qui motive la réalisation de cette recherche. Au-delà du travail historiographique classique, il a été rapidement impératif de se demander quelle place pourrions-nous accorder aux connaissances historiques dans une recherche-intervention ? Nous touchons ainsi à une problématique plus générale : *comment* et *pourquoi* devons nous relire et écrire l'histoire, d'autant plus si cela est appelé à participer à l'élaboration de projets ? En somme, l'avenir de l'historiographie dépend-t-il, comme le pense Paul Ricoeur, de l'intervention du public dans le processus de création du savoir scientifique ?

Les deux premières parties de ce rapport reprennent les méthodes historiographiques classiques. Elles retraceront, en plus de l'utopie de Toynbee, la révolution scientifique de l'intervention sociale de la fin du XIX^{ème} siècle, puis l'évolution de la mise en pratique de l'utopie des *university settlements* à Montréal, jusqu'à la Deuxième guerre mondiale.

La difficulté d'accéder à des sources internes nous a empêchés de retranscrire la subjectivité des acteurs du USM. Sur ce second *settlement* à McGill, le regard est donc principalement extérieur au projet, débouchant sur une analyse très critique de l'évolution de la mise en pratique de l'idéal du *university settlement*.

La troisième partie proposera plus d'éléments de réponse à la question de l'utilité sociale de l'histoire, en s'attardant particulièrement sur des problématiques communes à la recherche-intervention contemporaine et à l'histoire des *university settlements*. Le fil conducteur de ce rapport est ainsi commun aux universitaires du XIX^{ème} siècle et à nos travaux contemporains, à savoir la dualité scientifique-citoyen des détenteurs du savoir, champ socio-épistémologique qui demeure largement sous-exploré chez les historiens.

¹⁶ Voir <http://www.crisis.uqam.ca/> et <http://www.axe-idt-crisis.uqam.ca/>.

PREMIÈRE PARTIE :

LE « *UNIVERSITY SETTLEMENT* », LA RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE DE L'INTERVENTION SOCIALE

1. LA PHILANTHROPIE SCIENTIFIQUE ET DÉMOCRATIQUE D'ARNOLD TOYNBEE

1.1. La naissance du Toynbee Hall

Le décès prématuré d'Arnold Toynbee, à l'âge de 31 ans, de même que son penchant pour la communication orale, nous privent aujourd'hui de textes structurés sur ses conceptions et son travail : « *nothing which he has written gives any idea of his power of expressing himself by word of mouth* »¹⁷. Les grandes lignes de sa réflexion ont pu être dégagées à partir d'une analyse croisée de quelques sources imprimées, par rapprochements et déductions que lui-même n'a pas toujours mis par écrit. À notre connaissance, aucune recherche de la communauté scientifique ne s'est penchée, en détails, sur la réflexion développée par ce jeune économiste hétérodoxe anglais. Nous proposons donc ici de mettre un premier pied dans ce dédale intellectuel d'héritages théoriques, de conceptions pratiques innovatrices et de philosophie prophétique.

Le père de Toynbee, Joseph, est un acteur du mouvement coopératif anglais. À Wimbledon, il adhère au mouvement socioéconomique de développement d'une économie sociale qui se développa principalement autour de l'héritage de Robert Owen. Joseph, puis Arnold, prennent ainsi part aux projets qui ont été initiés par l'artiste multidisciplinaire John Ruskin. Professeur d'Arnold Toynbee à Oxford, Ruskin est porteur d'un ensemble d'initiatives novatrices. À titre indicatif, il organise avec des étudiants la construction d'une route dans un village voisin afin d'œuvrer pour la communauté, mais également pour que les jeunes universitaires acquièrent un savoir manuel étranger à leur milieu.

L'admiration du jeune étudiant d'histoire moderne qu'est alors Toynbee pour son professeur ne l'empêche pas de critiquer sa démarche : « *Toynbee came to think very differently from Mr Ruskin upon many subjects, and especially upon democracy* »¹⁸. Néanmoins, nous pouvons voir dans ce lien originel entre Ruskin et Toynbee, un prélude à l'influence du *Arts and Crafts* dans le mouvement des *settlements*, particulièrement visible à Montréal, soit la critique de l'industrialisme par une mise en valeur du travail manuel.

¹⁷ Montague, *op. cit.*, p. 12.

¹⁸ *Ibid*, p. 5 et 14.

Le premier virage déterminant de Toynbee vers une nouvelle forme de coopératisme social se réalise lors de l'été 1875, qu'il passe dans le quartier industriel de Whitechapel, dans l'est ouvrier londonien : « *he was fond of insisting that thought and knowledge must now in philanthropy take the place of feeling* »¹⁹. Cette inspiration de Toynbee est une étape décisive dans la prise de conscience que le philanthropisme charitable du mouvement coopératif ne résoudra pas les misères sociales. Pour lui, il devient évident que les populations industrielles ont besoin de nouvelles armes pour affronter la dureté de la société industrielle, et en premier lieu l'acquisition d'un savoir équivalent à celui de leurs anciens maîtres. À ses yeux, la science et la réflexion universitaire, composantes de poids du pouvoir social et politique, prendraient un autre sens si elles étaient intégrées au mouvement coopératif :

*Toynbee's interest in the welfare of mankind was too eager and impatient to be satisfied solely by the pursuit of truth. He was zealous for that diffusion of political knowledge which halts so immeasurably behind the diffusion of political power [...] Toynbee was anxious to utilize for political reform the ferment of thought at the Universities*²⁰.

Jeune professeur à Oxford, Toynbee crée en juin 1879 une société de discussion avec des « hommes de savoirs », tant des professeurs que des prêtres, afin d'exercer une influence à moyen terme sur le politique. Parallèlement, il œuvre à travers diverses organisations, comme la Charity Organization Society (COS), pour faciliter l'accès au savoir des populations ouvrières. Son décès en 1883 met brusquement un terme à son projet d'implanter une véritable « colonie universitaire » en milieu industriel.

Ce souhait de créer un *settlement* d'un nouveau type, scientifique, est toutefois entrepris dès les mois suivants par le révérend Samuel (Canon) Barnett et sa femme, des amis proches de Toynbee. En 1884 s'ouvre ainsi le premier *university settlement*, le Toynbee Hall dans le quartier de Whitechapel, en hommage au travail et à la réflexion du jeune universitaire qui vient de disparaître.

1.2. Le socialisme coopératif

La réflexion d'Arnold Toynbee est révolutionnaire en bien des points, lui-même s'identifiant ouvertement « socialiste » et « radical ». Il aspire en effet à exposer et à trouver des solutions aux causes structurelles du malheur social, comme les inégalités abyssales entre citoyens : « *I do not hesitate to say that this question of the distribution of wealth is the greatest question of our*

¹⁹ *Ibid*, p. 26.

²⁰ *Ibid*, p. 35.

time »²¹. Il ne revendique pas une prise de possession violente des richesses accumulées entre quelques mains. Il insiste plutôt sur le besoin d'une analyse savante de la société dans son ensemble, laquelle est préalable à une action réformatrice absolument nécessaire. Deux auteurs nous aident ici à baliser les fondements de son réformisme, Robert Owen et Giuseppe Mazzini.

Lorsqu'il évoque le coopératisme d'Owen, Toynbee expose l'essence de son propre paradigme, lequel se déploie autour d'une conviction, la capacité d'auto-raisonnement des milieux au pouvoir qui conduira au partage volontaire des richesses : « *Owen neither wish to use force nor to confiscate property ; he hoped gradually to transform society by the silent force of example* »²².

En écrivant l'histoire de la Révolution industrielle et la résistance des radicaux au développement de la nouvelle société dans son unique travail publié, *Lectures on Industrial Revolution in England*, Toynbee rappelle que le simple paternalisme proposé par Thomas Carlyle est un leurre. Moraliser les puissants, comme le proposent en particulier les « *socialist Tories* », ne changera pas le cours de l'histoire, car les travailleurs n'ont pas besoin de protection, mais de pouvoir. Les révolutionnaires chartistes avaient donc raison, selon lui, de se méfier de ces « amis du peuple ». Il ne soutient pas non plus cette démocratie paternaliste qui a été proposée aux ouvriers au milieu du XIX^{ème} siècle, mais plus une démocratie fraternelle²³. Owen a fondé ses projets coopératifs sur ces principes de fraternité et de partage et cet héritage nous permet de dessiner le premier cadre important du socialisme coopératif dont Toynbee, et par extension le mouvement des *university settlements*, se réclament : « *Owen [...] should be remembered as the first great English socialist* »²⁴.

Avec Mazzini, nous entrons plus particulièrement dans l'univers du socialisme chrétien anglais, et même européen, de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Membre de deux organisations révolutionnaires transfrontalières, les *Carbonari* et le mouvement Jeune Europe, Mazzini est exilé à Londres à la suite de ses échecs de révolution en Italie. Dans la capitale anglaise, il se lie d'amitié avec Joseph Toynbee, Arnold le connaît donc personnellement. Dans son livre majeur, *The Duties of Man* (1860), où la morale religieuse surplombe le politique, deux éléments inspirent la réflexion de Toynbee.

Le premier est la dénonciation de l'utilitarisme matériel des systèmes socialistes et communistes d'État. Ceux-ci se développeront, selon l'auteur italien, au détriment de la morale et menaceront d'éloigner la nouvelle démocratie d'une religion civique à construire.

²¹ Toynbee, *Lectures...*, p. 156.

²² Toynbee, p. 210.

²³ Toynbee, p. 195 et 219-220.

²⁴ Toynbee, p. 210.

Le second point, plus fondamental pour comprendre les *university settlements*, réside dans sa volonté de rappeler que la liberté acquise lors des révolutions doit s'accompagner des devoirs qui reposent sur tous les citoyens. Selon Mazzini, seule l'acquisition de ces responsabilités permettra une stabilité sociale. Dans la construction d'une société démocratique, cette responsabilité est partagée et touche en particulier les individus instruits et possédants. Cela, Toynbee, Addams et l'Alumnae Society de Montréal vont l'ériger en point d'orgue de leur engagement. Avec Mazzini, Toynbee, et plus tard John Dewey et Bertrand Russell, c'est donc l'idée du « devoir » d'intervention sociale qui se diffuse dans les petits milieux instruits et possédants, en rupture totale avec l'esprit charitable, les pratiques politiques contemporaines et le dogme du « laissez-faire ».

La philosophie pratique de Toynbee est une variante du socialisme, que nous définissons « coopératiste », mais qui peut aussi être qualifié de « chrétien ». Se réclamant « socialiste », il prend le soin de critiquer l'idée d'une lutte violente entre classes sociales exposée par les « *german socialists* ». Il ne s'oppose pourtant pas au principe du communisme d'État que propose Lassalle²⁵, donc à la mise en commun de la propriété, mais il considère qu'il faut tenir compte des intérêts des détenteurs de capitaux pour mener une réforme. Pour Toynbee, cette mise en commun de la propriété ne se fera que progressivement et à petite échelle, en Angleterre, car le pays a eu le privilège d'avoir développé très tôt les *trade-unions* pour se protéger des confrontations violentes.

Le socialisme continental n'est donc pas adapté : « *We in England laugh at this conceptions* »²⁶. Malgré certaines contradictions secondaires, l'opposition de Toynbee au socialisme de Marx et Engels, deux autres londoniens, réside dans son acceptation de la propriété privée et son rejet stricte de toute violence contre les possédants. Les objectifs des deux socialismes se rejoignent dans certains grands principes de réforme, mais l'une des fonctions du mouvement des *settlements* est justement de prévenir le désordre social et la révolution marxiste en particulier²⁷.

1.3. Une nouvelle science pour la démocratie

L'idée qui fonde toutes ses réflexions et ses positions repose sur la faisabilité des principes réformistes. Il espère ainsi offrir une utilité au savoir et à la science : « *In religion as in political economy he was an enemy to abstractions [...] he was always seeking to carry out in practice the*

²⁵ Toynbee, p. 149-151.

²⁶ Toynbee, p. 175.

²⁷ Pour retrouver cette fonction des *settlements*, lire Emily Abel, « Toynbee Hall, 1884-1914 », *The Social Service Review*, 53, 4, 1979, pp. 606-632.

ideas which he had conceived »²⁸. Le savoir doit être utilisé pour mener une révolution réalisable car elle ne peut être que coopérative, acceptée et ordonnée. Afin d'éviter la lutte des classes, le changement repose sur l'esprit scientifique, donc l'analyse, la discussion et la persuasion, auprès des possédants comme des travailleurs manuels. Ce processus, il l'imagine à travers le renouvellement de l'économie politique, voulue plus proche du public.

Son premier travail scientifique, socialement applicable, porte sur la répartition des richesses et les mécanismes du salariat. En rappelant que Mill a reconnu son erreur sur la « loi » de la répartition des richesses, il démontre en détails les lacunes des économistes convaincus des vertus du « laissez-faire », qu'il nomme « traditionnels », comme Malthus et Ricardo. Il leur reproche principalement de fixer le processus historique dans une loi inamovible, mais aussi d'avoir fortement, et de manière préjudiciable, oublié une partie importante des causes sociales qui entrent dans le jeu économique : « *I have said enough to show that it is not competition alone that determines the rates of wages, that Trades-Unions, that custom, that law, that public opinion, that the character of employers, all influence wages* »²⁹. Ce qu'il nomme le « *scientific spirit* » lui permet de démontrer la différence entre le marché des biens (compétitifs) et le marché du travail (inégal car socialement déterminé), et de prouver que les décisions politiques doivent être ajustées en conséquence³⁰. Sans parler encore de la religion, la nouvelle science que propose Toynbee fait ainsi le pont entre les sciences humaines et sociales, mais également entre science et politique.

Cet esprit scientifique, Toynbee veut le transmettre à un public particulier, les milieux ouvriers devenus tout récemment des citoyens légalement plus actifs. La démocratisation du savoir constitue la grande révolution de sa démarche : la « coopération » permettra aux ouvriers de contribuer à l'élaboration de cette science du politique. La principale question qu'il pose est la création d'un cadre favorisant ce processus :

*He had arrived at the conclusion that mere pecuniary assistance unaccompanied by knowledge and sympathy is not enough to bring about any lasting change for the better of their condition. But such knowledge and sympathy, he saw, can only grow out of long and familiar intercourse, in which both parties meet as nearly on an equality as the fact of the case will allow*³¹.

²⁸ Jowett, dans Toynbee, *Lectures...*, p. XVII-XVIII.

²⁹ Toynbee, p. 174-175 ; p.156.

³⁰ Toynbee, p. 171.

³¹ Montague, p. 24.

Réaliser cet idéal fraternel et égalitaire permettrait d'équilibrer le marché du travail, « *it is perfectly obvious that the employer has the advantage of the labourer in point of view of knowledge* »³². Le savoir partagé de la science de l'économie politique jouera alors le rôle d'équilibreur et de pacificateur social en même temps que celui de moteur de la réforme :

*As a practical science, it does frame precepts, not in the interests of the employers alone, not in the interests of the workmen alone, but in the interests of the whole people*³³. [...] *If I have shown workmen that they should study economic science if they would understand within what limits they can raise wages under present social conditions, and taking human being as they are – if I have succeeded in doing this, then also I shall be content*³⁴.

La démocratisation du savoir et le désir qui y est associé de ne plus distinguer l'esprit scientifique, de la critique, de la philosophie, de la religion et de la politique, nous rapproche de l'acceptation de l'évolution des croyances au sens peircien du terme, constituent les principaux points de ressemblance entre la réflexion pratique de Toynbee et celle des philosophes pragmatistes américains. Tout comme Addams, Toynbee affirme en effet qu'un principe théorique ne possède de sens qu'à travers sa mise en pratique en faveur du bien public. Son travail sur la répartition des richesses est l'illustration du pouvoir de la science dans la conception des *precepts* démocratiques : « *Having done this we can then go on, if we choose, to frame practical precepts for the guidance of workmen and employers under existing circumstances, or to enable them to modify these circumstances, if they think fit, and establish a new method of distribution [of wealth] for the future* »³⁵.

Les fragments de sa pensée qui nous sont parvenus ne nous permettent pas de saisir sa vision et son cheminement en détail, en particulier sur ce que nous appellerions aujourd'hui la co-construction des connaissances et la coproduction des politiques publiques³⁶. Plusieurs extraits de ses écrits et conférences montrent cependant que la clé du mieux-être social réside dans « l'éducation citoyenne » des travailleurs, donc dans l'acquisition d'armes cognitives préalables à une amélioration de la vie en société. Il évoque le rôle important des *teachers* (universitaires) certes, mais il se présente lui-même comme un éternel apprenant. À plusieurs reprises, comme dans l'extrait cité plus haut, il mentionne également l'importance, dans la coopération, de la prise de possession de la connaissance scientifique par les travailleurs afin d'élaborer, en commun, les *precepts* politiques. Une « colonie universitaire » deviendrait ainsi le lieu où cet apprentissage réciproque du savoir social doit se réaliser.

³² Toynbee, p. 169-170.

³³ Toynbee, p. 177

³⁴ Toynbee, p. 176-177.

³⁵ Toynbee, «Wages and Natural Law», dans *Lectures...*, p. 156.

³⁶ Yves Vaillancourt, « Social Economy in the Co-Construction of Public Policy », *Annals of Public and Cooperative Economics*, vol. 80, 2, pp. 275-313.

1.4. L'attrait transatlantique pour le principe de « university settlement »

Symbole de ce passage de la philanthropie caritative et religieuse à la réflexion réformiste séculaire et démocratique, l'américaine Jane Addams, qui découvre le Toynbee Hall en 1888 après deux années peu stimulantes en école de médecine, témoigne des horizons qui se dégagent de cette nouvelle démarche : « *Before I returned to America I had discovered that there were other genuine reasons for living among the poor than that of practicing medicine upon them* »³⁷. Le Toynbee Hall représente pour elle « *a new line of approach to the age-old problems of poverty in which understanding and friendship are so essential* »³⁸.

À Montréal, en marge de l'Alumnae Society dont nous reparlerons, l'influence des universitaires d'Oxford et de leurs associés se lit dans le travail d'Herbert Ames. Grâce à son étude sociale de Montréal, directement inspirée de celle de Charles Booth au Toynbee Hall, il insuffle une nouvelle vision pour développer la ville. Il expose ainsi les interrelations sociales, utilisant l'image en vogue de l'organicisme du corps social, ce qui le porte à insister sur les responsabilités qui s'y greffent : « *no portion of the community can be allowed to deteriorate without danger to the whole* »³⁹.

À l'image d'Ames et d'Addams, les idées de Toynbee et les expériences du Toynbee Hall séduisent de très nombreux hommes et femmes aux profils divers mais généralement jeunes, fréquentant ou ayant fréquenté l'université, et animés d'un *enthousiasm* commun proche de la chrétienté. En 1886, deux ans après la création du Toynbee Hall, le premier *university settlement* américain, le Neighborhood Guild, est fondé à New-York par Stanton Coit, un des chefs de file du *Ethical Culture Movement*. En quelques années, l'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne sont le théâtre d'un florilège de projets inspirés par le Toynbee Hall. Addams, qui ouvre le Hull House dès son retour à Chicago, en 1889, résume en ces termes l'attrait vers ce nouveau type de relations citoyennes en milieu urbain :

*Three great lines: the first contains the desire to make the entire social organism democratic, to extend democracy beyond its political expression; the second is the impulse to share the race life, and to bring as much as possible of social energy and accumulation of civilization to those portions of the race which have little; the third springs from a certain renaissance of Christianity, a movement toward its early humanitarian aspects*⁴⁰.

³⁷ Addams, "Twenty Years at Hull House", citée par Lasch, p. 12.

³⁸ Addams, dans Mary Bryan et alii (éd.), *The Selected Papers of Jane Addams*, vol. 2, University of Illinois Press, 2009, p. 493.

³⁹ Herbert Ames, *The City Below the Hill*, [1897], University of Toronto Press, 1972, p. 7.

⁴⁰ Addams, dans « The Subjective Necessity for Social Settlements », citée par Lasch, p. 29.

Notre analyse ne déborde pas du cadre de Montréal. Cependant, il est important de garder à l'esprit l'ampleur du mouvement, appréciable par son étendue géographique et la promptitude de son bourgeonnement. Au Canada, mis à part le cas de McGill qui fut pionnier sous de nombreux aspects, l'influence du mouvement est aisément observable. Par exemple, au cours de ses études, le futur Premier Ministre canadien, William Lyon MacKenzie King, séjourne quelques semaines au Hull House et déclare ensuite, à Harvard, s'inspirer directement de Toynbee pour son engagement politique⁴¹. Le mouvement des *settlements* se révèle être un des piliers du progressisme en Amérique du Nord, aux États-Unis avant tout. Cela aboutit rapidement à la conceptualisation de l'idéal social de l'État, le *welfare state*. Au Canada, c'est ce même MacKenzie King, devenu Premier Ministre, qui initiera plus tard les réformes à l'échelle de la Confédération vers cette nouvelle forme étatique. Il n'est, enfin, pas étonnant de retrouver au cœur des acteurs de cette évolution un autre socialiste anglais, passé par l'Université McGill et le University Settlement of Montreal, Leonard Marsh, le théoricien de la sécurité sociale canadienne⁴².

1.5. Le principe de « *university settlement* » selon l'Alumnae Society de McGill (1889-1910)

1.5.1. Repères historiographiques

L'histoire des *university settlements* au Canada et à Montréal a été partiellement retranscrite. Néanmoins, les études qui en ont fait le cœur de leur recherche demeurent faiblement problématisées. C'est le cas du travail de Mary Jennison (1970) qui propose une vision panoramique de l'histoire des projets de *settlements* au Canada. La recherche de cette travailleuse sociale a été menée en marge des institutions universitaires, ce qui nous prive de références et de conceptualisations historiographiques. Son travail n'en reste pas moins pionnier. La principale critique à émettre touche l'absence d'analyse de l'arrivée révolutionnaire de la science sociale dans les œuvres philanthropiques, donc de la non distinction entre les *university settlements* et les *settlements* confessionnels et communautaires. L'absence de problématisation est également prégnante dans le travail d'Irving, Parsons et Bellamy (1995) sur les *settlements* de Toronto. Là encore, le grand mérite de cet ouvrage est de rapporter certains faits historiques, plus que de proposer une analyse de la complexité de ce processus.

⁴¹ Lire en particulier Ramsay Cook, *The Regenerators: Social Criticism in Late Victorian English Canada*, University of Toronto Press, 1985.

⁴² Leonard Marsh, *Report on Social Security for Canada*, 1943. Pour le parcours de Marsh et l'influence de McGill dans le développement du *welfare state* au Canada, lire en particulier Marlene Shore, *The Science of Social Redemption. McGill, the Chicago School, and the Social Research in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987.

Deux mémoires de maîtrise sur le University Settlement of Montreal (USM) nous ont permis de baliser notre étude. Le premier date de 1951, à l'heure où le Settlement déménage de son lieu historique du quartier Dufferin pour aller au 3551 de la rue Saint Urbain. Il a été réalisé par un étudiant en sociologie de McGill, Irving Morton, personnellement engagé dans le projet et relativement critique du virage caritatif pris par le USM, et en particulier l'abandon du principe même du partage de la vie au quotidien. Il s'agit cependant, là encore, d'un rappel des faits plus que d'une analyse historique, et il peut être traité comme une source primaire aussi bien que comme une référence historiographique. Le second mémoire a été réalisé à l'UQAM, en 2001, par une étudiante en histoire, Micheline Leclair. La comparaison qu'elle propose avec le *settlement* presbytérien de Saint-Colomba House ne l'a toutefois pas menée à une étude sur les sens, sociaux, politiques, etc., de l'arrivée de la science dans l'action sociale. Il s'agit plutôt d'un exposé, précis, de l'intervention sociale de McGill à travers le USM. La critique factuelle que nous pouvons suggérer est liée à la faible prise en considération du premier *settlement* des Alumnae, la principale clé, à nos yeux, pour saisir l'histoire à Montréal du phénomène et du principe de « *university settlement* ».

Pour trouver une conceptualisation plus approfondie de la complexité du processus historique, nous devons nous tourner vers des ouvrages plus généraux. L'étude du *social gospel* au Canada de Ramsay Cook (1987) représente à cet égard une incise importante pour comprendre la révolution scientifique et séculaire de l'action philanthropique, dont les *settlers* sont des acteurs de premier plan. Montréal demeure toutefois très secondaire dans cette étude. Les travaux de Marina Valverde (1991) et de Yolande Cohen (2010) nous aident parallèlement à comprendre le contexte de cette prise de conscience sociale au Canada. Cohen nous intéresse davantage car elle focalise son travail sur Montréal. Elle ne fait toutefois pas mention des deux *university settlements* de McGill dans son étude du philanthropisme au tournant du XX^{ème} siècle.

À la lumière de notre recherche, nous proposons de revenir sur certaines conclusions retrouvées dans l'historiographie. Il est généralement reconnu que les agences caritatives et philanthropiques montréalaises sont confessionnelles et sectaires (Copp (1974), Cohen (2010), Chénier (2009)), mais l'universalisme du Girls' Club des Alumnae puis du University Settlement de McGill viennent contredire une vision trop schématique de l'histoire de Montréal, d'autant plus que le projet des Alumnae est antérieur aux agences étudiées (Montreal Junior League, YWCA, etc.). L'histoire du University Settlement of Montreal vient également nuancer le regard de Perry (1999) sur l'omniprésence du genre dans l'action sociale, puisque le USM a été conçu et fondé par des femmes et des hommes, et qu'il est pensé pour les deux sexes. Enfin, un dernier élément mérite d'être mentionné car il constitue un apport pour l'étude de la philanthropie. Contrairement aux conclusions de Chénier, par exemple, notre enquête nous permet d'affirmer que le philanthropisme au sein des *university settlements*, et en particulier les femmes du

mouvement, aspire réellement à réformer la société montréalaise en profondeur. À la lumière de notre recherche, l'évolution du philanthropisme montréalais se révèle complexe et, même s'il est effectivement distinct du progressisme, ces deux phénomènes ne sont pas antinomiques par principe.

À travers le cas de l'Université McGill et de Montréal, nous proposons donc d'approfondir une partie de la description du processus de réformes sociales canadiennes. Le cadre général du processus historique est ici proposé en ces termes : la sécularisation de l'analyse et de l'action sociale des universitaires, au cœur des *university settlements*, a encouragé la création d'une science du sociale portée vers l'action, la sociologie, dont les réflexions et les acteurs se retrouvent au cœur de la transition vers l'État providence⁴³. Au cœur de ce processus se trouve le philanthropisme. Pour contribuer à la compréhension de la frontière complexe entre les sphères publiques et privées en matière d'intervention et de contrôle social, nous reprendrons donc la réflexion de Cohen sur la pratique philanthropique, résultat de l'« incurie des gouvernements qui ne peuvent pas subvenir aux besoins de leurs citoyens » (Cohen, 2010 : 9), que nous enrichirons des expériences des *university settlements*.

1.5.2. *Le Girls' Club des Alumnae : le premier university settlement au Canada*

À Montréal, c'est la première promotion de diplômées de l'Université McGill, la promotion de 1889, qui s'empare de la nouvelle forme de fraternité politique proposée par les universitaires anglais. Ces jeunes femmes sont conscientes d'une évolution rapide de leur environnement, lequel leur a permis d'accéder à l'enseignement supérieur, mais qui emprisonne parallèlement les populations industrieuses dans la misère matérielle. Les tableaux du Montréal du tournant du XX^{ème} siècle, du philanthrope Herbert Ames et de la League for Civic Improvement, et celui également réalisé par l'historien Terry Copp, nous offrent une image sombre de la ville. Les pouvoirs publics démontrent une impuissance face aux maux sociaux en pleine explosion, laissant se développer des taux de pauvreté qui propagent une atmosphère malsaine, violente et morbide⁴⁴.

Les jeunes diplômées de McGill créent en 1889 la Mu Iota Society (initiales grecques pour Mutual Improvement), sous la présidence de Georgina Hunter. Leur ambition est de discuter des grandes problématiques littéraires, sociales et politiques, puis rapidement de participer à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers les plus pauvres : « *the impulse which actuated the young*

⁴³ Nous voulons souligner ici les similitudes trouvées entre le processus canadien et celui aux États-Unis, mis à jour en particulier par Patricia Madoo Lengermann et Jill Niebrugge-Brantley, « Back to the Future: Settlement Sociology, 1885-1930 », *The American Sociologist*, 33, 3, 2002, pp. 5-20.

⁴⁴ City Improvement League, *For a Better Montreal*, Montréal, The League, 1910 ; Ames, *op. cit.* ; Copp, *op. cit.*

graduates was that of continuing some of the mental exercises to which they had become accustomed in undergraduates days »⁴⁵. Durant deux ans, « *labor questions, as well as literary and historical questions were discussed [...] It was decided to enter upon some work which would bring University women and women engaged in industries and shops into closer connection* »⁴⁶. Pour localiser leur *settlement*, les jeunes diplômées, devenues l'Alumnae Society en 1890, consultent les propriétaires d'usines et réalisent une rapide étude de la ville. La *co-operation* entre milieux sociaux est au cœur de la réforme à Montréal.

En mai 1891, « *with a temerity which evokes a gasp from their timid successors, our eight pioneers, without money or influence, rented a building in a downtown side street, and established a Girls' Club and Lunch Room* »⁴⁷. Au 47 de la rue Jurors, dans le quartier Dufferin, au sud-est de McGill, elles y proposent aux travailleuses des repas peu dispendieux, des classes, des événements sociaux, une bibliothèque et mettent à leur disposition une pièce de repos dans un espace alloué et décoré avec soins.

Le projet se développe sous l'impulsion d'Helen Reid et de Carrie Derick, deux figures qui ont marqué l'activité sociale montréalaise entre 1890 et 1940. Derick poursuit alors son cursus universitaire après l'obtention de son B.A. en 1890, pour devenir la première canadienne engagée dans un personnel universitaire, comme démonstratrice en botanique à partir de 1891. Elle est ensuite la première canadienne à obtenir un M.A. (1896), puis la première professeure titulaire du Dominion, en 1912. Reid, de son côté, est parmi les fondateurs de la Montreal Charity Organization Society (MCOS), en 1899. Après le Girls' Club, il s'agit de la première organisation séculaire en matière d'intervention sociale à Montréal. Dans les années 1930, elle est toujours active dans le Montreal Council of Social Agencies, héritier du MCOS.

En mai 1894, le Girls' Club déménage au 84 de la rue Bleury pour bénéficier d'espaces plus appropriés à un projet qui prend de l'ampleur. L'année suivante, sous la présidence de Carrie Derick, elles louent quelques espaces supplémentaires, dont le « *dwelling over the Lunch Room. Residence for the house staff and 8 lodgers were thus provided* »⁴⁸. Dès lors, quelques années après la naissance du projet, les Alumnae ont mis sur pied un véritable *university settlement*. Il est géré par une *working manager*, rémunérée, avec l'aide de volontaires et des femmes inscrites dans les différents clubs. Les rapports font état d'une très forte demande du public pour vivre dans les quelques chambres du *settlement*, ce qui sera une constante tout au long du projet, à la différence du volontariat.

⁴⁵ Archives de McGill (AMG), RG76, C88, "Historical and biographical notes, 1888 -", "Alimnae Society, 1888 - (recorded down to 1923).

⁴⁶ AMG, RG 76, C88, "Historical and Biographical Notes, 1888-", "Outline of the "Girls' Club" History".

⁴⁷ AMG, MG 4014, C3, 0000-2457.01.22, « The McGill Alumnae Society and its Manifold Activities », by Susan [Cameron] Vaughan, p. 2.

⁴⁸ RG 76, C.88, 1260A, Annual Reports Alumnae Society, 1895.

Des conférences régulières, dont les invités sont des universitaires et des acteurs des *settlements*, succèdent aux différents cours hebdomadaires de chant, de couture, de cuisine, d'étude biblique, d'anglais, de littérature, de gymnastique et de botanique. La bibliothèque bénéficie désormais de son propre espace et un piano, payé grâce aux concerts organisés au Settlement par le Glee Club de McGill, agrémentent la pièce commune.

Le budget révèle une autonomie financière et les activités reposent sur un groupe important de bénévoles *enthousiastes*. Elles organisent également une forme mutualisée de solidarité : « *a percentage (1%) was set aside from receipts as a provident fund for sick or unemployed members* »⁴⁹. En 1896, elles notent dans leur rapport annuel l'engouement que suscite leur projet, « *a pleasant feeling of co-operation and mutual helpfulness* »⁵⁰.

L'influence de la pensée anglaise est omniprésente dès le début de l'aventure. Hilda Oakley, contemporaine de Toynbee à Oxford, a en effet œuvré comme première responsable de l'enseignement féminin à l'Université McGill, forte de ses expériences dans des institutions pionnières en Angleterre. Son parcours personnel pourrait d'ailleurs expliquer le contexte de mobilisation précoce des étudiantes de McGill sur la question des *settlements*. Dans les années 1890, les Alumnae organisent régulièrement des discussions au Club avec plusieurs témoins anglais du mouvement, comme celle animée en février 1896 par le Dr Peterson⁵¹. De même, notons celle sur le Toynbee Hall du professeur Cox en 1899, toujours proche des *settlements* londoniens lors de la Première guerre mondiale. Des intervenants américains du mouvement commencent également à se rendre à Montréal pour exposer leurs visions et leurs expériences. Le premier à être invité est l'autre grande figure des *settlements* à Chicago avec Addams, Graham Taylor du Chicago Commons, qui s'adresse au cours de l'hiver 1898-1899 devant le Social Study Club⁵².

À la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, l'arrivée massive d'immigrants à Montréal suscite une certaine évolution en matière d'intervention sociale. De nouveaux besoins apparaissent, principalement en termes d'intégration des arrivants à la réalité de la société d'accueil. Les *settlers* américains et canadiens formulent l'espoir de participer à leur intégration sociale et civique. Un double souhait de préserver leur culture d'origine et de les « américaniser » ou « les rendre canadiens », donc de les acculturer, apparaît progressivement dans les expériences nord-américaines. Cette tendance se confirme par la suite, en particulier avec les *neighbourhood*

⁴⁹ AMG, RG 76, C88, "Historical and Biographical Notes, 1888-" ; "Outline of the "Girls' Club" History".

⁵⁰ AMG, RG 76, C88, "Girls' Club and Lunch Room, Annual Report, 1895-96", p. 5.

⁵¹ Futur Doyen de l'Université, nous retrouvons régulièrement des traces de son engagement, en compagnie de sa femme, au sein des différents projets de *settlements* à Montréal.

⁵² AMG, RG76 C88, *Historical and Biographical Notes, 1888 -*, chronologie manuscrite.

houses dont une des fonctions est de créer un lien social qui n'existe pas encore entre les immigrants.

1.5.3. Entre espoirs et difficultés

Il est possible d'apprécier quelques réussites et certains échecs des Alumnae à travers leurs rapports annuels.

L'analyse de la fréquentation du Lunch Room dégage les tendances de fond. En 1895, elles servent en moyenne plus d'une centaine de repas par jour, en comptant les petits déjeuners, les *lunchs* (la majorité) et les thés (quelques uns seulement). Le nombre de repas servis augmente constamment jusqu'en 1899, année où elles vendent près de 41 000 repas. Cette année est importante pour les Alumnae puisqu'elle coïncide avec l'ouverture officielle du Royal Victoria College. Il s'agit cependant de la dernière année où les rapports financiers sont positifs. En 1902, elles ne servent plus que 30 000 repas, sans qu'elles ne puissent comprendre les raisons de cette perte d'attrait. Les Alumnae constatent simplement la dangereuse fragilisation de leur autonomie financière, laquelle menace la viabilité du projet.

Les nombreuses réussites des Alumnae sont compromises par les difficultés financières de l'organisation. Malgré une aide financière substantielle de Lord Strachona en 1901, grand avocat de l'accès à l'enseignement supérieur pour les femmes, elles sont contraintes de déménager de l'autre côté de la rue dès 1902.

Face aux difficultés rencontrées, la créativité des jeunes femmes est toutefois relancée. Il est ainsi fait mention, en 1901, d'un *college settlement* dans les réunions des Alumnae, destiné semble-t-il aux adultes des deux sexes. En 1903, il est suggéré pour la première fois de s'occuper des enfants et de créer un « *Neighbourhood Club for the children living in the vicinity of the Lunch Room* »⁵³.

Le Settlement ferme finalement ses portes en avril 1905, après dix années d'activités quotidiennes, sans que les nouveaux projets ne se concrétisent. Selon les rapports de l'Alumnae Society, la principale cause est la mauvaise condition financière plus que l'utopie du projet. Cela est d'autant plus regrettable pour les jeunes femmes que la fermeture est le résultat d'un *bad management*⁵⁴.

⁵³ RG76, C88, Minutes of Alumnae Society, Nov 1903. Voir également, RG 76 C88, Minutes of the Girls' Club and Lunch Room, mai 1904.

⁵⁴ Difficultés exprimées en particulier lors de la réunion spéciale tenue le 21 février 1902, et des réunions de mai 1904, novembre 1904 et janvier 1905 ; AMG, RG76 C88, Minutes of the Alumnae Society, 1901-1911.

Le Settlement disparaît, mais à travers le Women's Club, les conférences publiques organisées par leurs autres associations, en particulier le Montreal Local Council of Women, et le maintien de quelques activités pour les enfants du quartier, l'action sociale des Alumnae survit à cette fermeture. Nous observons entre 1905 et 1910 une nette réorientation de leur travail vers les enfants, écho d'une tendance générale dans l'histoire du réformisme à penser les problématiques sociales en lien avec la question de l'éducation. Progressivement, un projet éducatif est formulé pour répondre à l'arrivée massive d'enfants étrangers, exclus légalement du système d'éducation publique et matériellement des écoles privées. Cette tendance des Alumnae est contemporaine à celle de Jane Addams qui publie, en 1909, un ouvrage qui marque une génération de progressistes, *Youth in the City*. Avec la mise en place du King's Club en 1905, qui prend le relai du Girls' Club, nous pouvons donc voir se concrétiser un certain changement de cap des projets d'interventions universitaires à Montréal, des adultes vers les enfants⁵⁵.

1.6. Le Neighbourhood Club, variante américaine des *settlements*

Les arrivées en 1905 d'une ancienne actrice du socialisme coopératif anglais, Ethel Hurlbatt, au poste de Warden du Royal Victoria College⁵⁶, puis, en 1907, du professeur de littérature John A. Dale, également très actif dans les *settlements* coopératifs en Angleterre, viennent enrichir les discussions et les ambitions à McGill. Avant l'arrivée de Dale, un nouveau projet se dégage en février 1907, lorsque les Alumnae évoquent à nouveau l'idée du *college settlement*. Le projet est confié à un Workers' Committee, composé de Susan Cameron, Ethel Hurlbatt, Miss Marcuse, Isabel Brittain et Carrie Derick. La grande nouveauté de ce projet est le rapprochement avec leurs homologues masculins : « *with the co-operation of the whole graduate body and possibly of the undergraduates, or even with outside help a fund might be raised* »⁵⁷.

Afin d'attirer l'attention publique sur leur projet, une des premières actions du nouveau comité est d'inviter Jane Addams pour une conférence à Montréal⁵⁸. Addams ne peut finalement pas se déplacer, mais le projet prend de l'ampleur fin 1908, lorsque le McGill Neighbourhood Club est mis sur pied : tous les étudiants volontaires de l'Université, femmes et hommes, participent désormais à l'entreprise. Les Alumnae ont consulté l'Université, mais également la municipalité, pour monter un projet qui aurait plus d'envergure que le premier Settlement. Le Club est l'héritier direct du Workers' Committee : « *The Workers' Committee, composed of members of the Faculty, Alumnae and students, was reorganized and became "The McGill University Neighbourhood*

⁵⁵ RG 76, C88, Minutes of the Alumnae Society, 18 avril 1905.

⁵⁶ *Daily Mail* du 5 nov. 1915.

⁵⁷ AMG, RG76 C88, Minutes of the Alumnae Society, 1901-1911.

⁵⁸ Addams a accepté dans un premier temps mais ne pourra finalement pas venir ; AMG, RG76 C88, Minutes of the Alumnae Society, 1901-1911, mai et octobre 1907.

Club»⁵⁹. Dans ce projet, la problématique de l'éducation des enfants, plus que des adultes, devient la principale question sociale à résoudre⁶⁰.

Le Neighbourhood Club, sous la présidence du professeur Brown, poursuit également les activités sociales des Alumnae, en particulier les clubs d'éducation et de loisirs pour les enfants, ainsi que les services de nutrition. Le YWCA se joint officiellement au Club en 1909. Les activités fonctionnent grâce au soutien du Protestant Board of School Commissioners qui alloue des locaux dans les écoles du quartier Dufferin. Elles ouvrent également un *lunch room*, le soir, toujours pour les enfants, qui les suivent au fil des ans malgré la succession de déménagements. Des cours de théâtre, de gymnastique, de danse, de couture, de chant, mais également des jeux et des activités ludiques sont proposés. Ils ont aussi la possibilité d'accéder à la première bibliothèque gratuite pour enfants de la ville. L'une des nouveautés de ce club est de s'intéresser à la santé mentale des jeunes usagers⁶¹. À côté de ces services sociaux, le Neighbourhood Club organise, avec l'aide du Local Council of Women où œuvrent de nombreuses Alumnae, des conférences publiques sur divers thèmes : la qualité de l'eau, le travail des enfants, ou encore le logement des ouvriers.

Privé de *settlement*, le Club n'en demeure pas moins un haut lieu du progressisme coopératif montréalais et, naturellement, canadien. Il reçoit plusieurs dons à travers le pays, comme en 1909 où ils sont fiers de mentionner l'importante aide venue d'un diplômé de l'Île du Prince Édouard. Ces participations sont un indice pour apprécier l'attrait suscité par ce projet réformiste à l'échelle du Dominion et la précocité de Montréal et de l'Université McGill en la matière⁶².

Les conférences se multiplient. À l'invitation d'Ethel Hurlbatt, une autre grande figure des *settlements* américains, Lilian Wald du Henry Street Settlement de New York, vient s'adresser devant le Womens' Canadian Club, le 4 décembre 1908, sur les « *Social Values of the Settlement* ». Susan Cameron est admirative du travail de Wald : « *An interesting affair this, the expression of a powerfull and efficient personality* »⁶³. Le moment déterminant est à situer en janvier 1910, avec la conférence de Sadie American, Secrétaire exécutive du National Council of Jewish Women américain, et volontaire au même Henry Street Settlement, venue à Montréal grâce au travail de

⁵⁹ AMG RG76, C88, "Historical and biographical notes, 1888 -", "The University Settlement of Montreal, Historical Notes".

⁶⁰ Lire par exemple la *Gazette* du 15 décembre 1908, «For Children Welfare. McGill Neighbourhood Club Shows Interest in Little Ones».

⁶¹ Micheline Leclair, « Les Settlement Houses montréalais et les Anglo-protestants, un écho de la fin du XIX^{ème} siècle, une lumière sur le XX^{ème} siècle », mémoire de Maîtrise, UQAM, 2000, p.104.

⁶² *Alumnae News*, avril 1910, p. 9-11, "The McGill University Neighbourhood Club, Report for Fall and Winter, 1909-1910".

⁶³ Commentaire de Susan Cameron, AMG, Fonds Susan Cameron, MG 4014, Box 1, Day Book 1908-1910. Lire également AMG, RG76 C88, Minutes of the Alumnae Society, 1901-1911.

Carrie Derick, alors présidente du Womens' Club. American rappelle une nouvelle fois l'ambition d'un *settlement* : apporter aux plus pauvres les meilleures institutions d'un pays. Cette conférence rapproche définitivement l'importante communauté juive montréalaise du projet de *university settlement*, d'autant plus que de nombreux immigrants de confession hébraïque sont établis dans le quartier Dufferin et ses environs⁶⁴.

Le printemps 1910 accélère l'histoire des *settlements* à Montréal, mais il semble que deux projets se développent parallèlement : le Neighbourhood Club, toujours orchestré par des Alumnae, et un autre projet de *settlement*, à priori du professeur Dale, sur qui les documents de sa création manquent à cette recherche. En avril 1910, le Neighbourhood Club espère en effet se joindre au Settlement Committee, créé en janvier 1910 : « *It is expected that the merging of the Neighbourhood Club in the coming Settlement will ensure both stability and progress. The clubs will be kept up during the trying summer months* »⁶⁵. Prévoir en avril de prolonger les activités durant l'été, alors que le *settlement* doit ouvrir en mai, signifie donc un certain hermétisme entre les deux projets. La convergence à venir de ces deux groupes au sein du futur University Settlement of Montreal explique-t-elle les incertitudes qui planeront au moins jusqu'en 1914 ? Il est en effet possible de déceler un certain désaccord chez les acteurs de ces projets dès l'arrivée du professeur Dale, en 1907, que Susan Cameron juge très sévèrement malgré toutes ses expériences en Angleterre : « *One hopes well for the new chair but the wisdom of the selection seems more than doubtful* »⁶⁶.

⁶⁴ AMG, Fonds Susan Cameron, MG 4014, Box 1, Day Book 1908-1910. Les sources notent un départ de cette communauté au nord de la ville après la Première guerre mondiale.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ MG 4014, C1, Daybook 1905-1907, p. 114.

DEUXIÈME PARTIE : GÉRER LA RÉFORME COOPÉRATIVE AVEC LE UNIVERSITY SETTLEMENT OF MONTREAL (1910-1939)

2. L'ENVOL DU UNIVERSITY SETTLEMENT OF MONTREAL

2.1. La création du University Settlement of Montreal

La conférence de Sadie American accélère la finalisation du nouveau *settlement*, à la surprise même de Cameron : « *rather a good address, but not likely, in my mind, to bring an actual settlement much nearer [...] Some of the Alumnae are very sanguine about results* »⁶⁷. Effectivement, pour d'autres, « *it no doubt added an important impetus to the project of forming an university settlement* »⁶⁸. Le nouveau projet, le University Settlement of Montreal, ouvre ses portes rapidement, en mai 1910, dans une maison louée au 159-161 rue Dorchester ouest (devenue bd René-Levesque). Cette fondation se réalise à la même époque que celle du University Settlement of Toronto. L'espace visé à Montréal demeure le quartier Dufferin, « *in the heart of Montreal's foreign quarter [...] (a section of the city known only too well to « headquarters » and the criminal court)* »⁶⁹. Le USM est placé sous la direction du professeur Dale plutôt que sous celle du professeur Brown, toujours président du Neighbourhood Club. Susan Cameron est nommée vice-présidente afin de conserver la filiation avec l'Alumnae Society. Les deux directeurs possèdent une grande expérience des *settlements*, Dale en Angleterre⁷⁰ et Cameron à Montréal, mais également à New York.

En octobre, des chambres et des locaux sont loués au 189 Dorchester ouest pour y établir la bibliothèque, le club de scout et pour accueillir le nouveau jardin d'enfants (*kindergarten*). En décembre, la première *headworker*, Miss Helm, est engagée. Son recrutement suit la réunion du 26 novembre qui lance définitivement le projet : « *a meeting that will in time come to seem historic. Many notices were sent for it and the attendance was disappointingly small. Yet one hopes for results* »⁷¹. Le premier rapport du USM est public. Il fait état de nombreuses réussites dans la mise en œuvre des principes de Toynbee, ainsi qu'une forte continuité avec le travail des

⁶⁷ AMG, Fonds Susan Cameron, MG 4014, Box 1, Day Book 1908-1910, p. 97.

⁶⁸ *Alumnae News Report*, avril 1910, p. 8.

⁶⁹ *McGill News*, no1, décembre 1919, p. 12.

⁷⁰ *Gazette* du 16 novembre 1907. Dale, qui parle français, a créé avec d'autres la Ruskin Society of Birmingham pour discuter des problématiques liées à l'éducation, il est également un des fondateurs du magazine *St George* qui publie des articles sur les enjeux sociaux de l'éducation et sur la littérature, et du Ruskin Hall (à Oxford) pour l'éducation des *workingmen*.

⁷¹ AMG, Fonds Susan Cameron, MG4014, Box 1, Day Book 1910-1912.

Alumnae. Dans le rapport, Dale insiste sur l'importance de la recherche et de l'analyse critique de l'univers social, au moment où la sociologie se développe rapidement à Chicago. Les enfants sont placés au cœur du nouveau *settlement*, et il est désormais prévu de s'occuper de plus près de leur santé⁷². Tous les clubs sont autogérés et autofinancés par les participants, concrétisant l'envie de responsabilisation civique des populations industrielles. Parmi les premiers projets, nous illustrons ces réussites avec le Mothers' Club : « *The mothers are very keen about their club and they themselves proposed that each member should pay a small subscription to defray expenses* ». Plus qu'un simple club promouvant l'artisanat, elles assistent aux conférences tenues au Settlement, réalisant la révolution du savoir prônée par Toynbee⁷³.

Le USM bénéficie d'une exposition publique plus importante que le projet pionnier des Alumnae, et miss Helm est régulièrement invitée dans des conférences à travers la ville. Dale est ainsi fier de l'impact du USM : « *It is encouraging to note the growing desire for knowledge of the Settlement idea* »⁷⁴. Le réseau sensibilisé à la démarche est beaucoup plus large que le cercle universitaire, comme nous le verrons, à l'image du patronage du Gouverneur Général et de son épouse : « *Their Royal Highnesses the Duke and Duchess of Connaught, familiar with settlements elsewhere, have graciously extended their patronage* »⁷⁵. Les Gouverneurs successifs demeureront les parrains du USM, au-delà même du déménagement de 1951. Ces appuis importants permettent au Settlement d'avoir désormais les moyens de réaliser de vastes projets et de marquer en profondeur l'histoire de la ville.

2.2. Incertitudes et conflits sur l'application de la méthode coopérative

Le projet s'étend rapidement, mais dans une relative indécision puisque de nombreuses modifications ont lieu au cours des premières années. En 1911, une femme est engagée pour le jardin d'enfants et une clinique dentaire est ouverte. Divers clubs pour les enfants se mettent en place, ainsi qu'une Milk Station leur distribuant du lait. Parmi les principales interrogations, nous retrouvons celle portant sur le lieu où établir le Settlement et celle concernant les moyens financiers. En octobre 1911, un nouveau bâtiment est investi, sur Dorchester Square, portant le Settlement à se diviser en quatre sites différents. Avant même cette nouvelle acquisition, les problèmes logistiques sont évidents : « *Miss Helm stated, the greatest need being for larger*

⁷² *First Report of the University Settlement of Montreal*, Mai 1912, Dale, p.9-10, consultable à la BANQ.

⁷³ *Ibid*, p. 20-21.

⁷⁴ *Ibid*, p. 18-19.

⁷⁵ *Ibid*, p. 9. Le patronage par le Duke de Connaught n'est pas propre à son philanthropisme puisque nous savons qu'en 1929 His Excellency The Governor General, Lord Willingdon en est le patron, puis Lord Bessborough, Lord Tweedsmuir et leurs successeurs jusqu'à l'inauguration du nouveau University Settlement, en 1951, par His Excellency Field Marshal The Right Honourable Viscount Alexander of Tunis. De plus, en 1913, le Duke de Connaught est également *patron* du Iverley Settlement, et sans doute du University Settlement of Toronto.

quarters where the work could all be carried on under one roof, instead of, as at present, under three, at some little distance from each other »⁷⁶.

Le changement de méthodes insufflé par Dale est perceptible dès l'ouverture du USM : « *Owing to the changes in methods of work made necessary by the new development, miss Campbell gave notice of motion that the by-laws relating to the philanthropic work of the alumnae society be suspended in order that the organization of the settlement work might be effectively carried out, after which new by-laws might be formed* »⁷⁷. Cette évolution ne se déroule pas dans la sérénité, car Cameron se plaint régulièrement du travail de leurs nouveaux associés, décrivant sans ménagement les réunions du Board et les projets en cours : « *A frightfully long business, and almost fruitless* [16 janvier 1911] ; *A discussion of crucifying length and fatigue re the question of moving or staying in the present location. Many perplexities crop up besides the eternal one of lack of money. Prof Dale and Mrs Macintosh are still incurable optimistic, and incline to stay in the present region* [3 avril 1911] ; *Again a long affair. The matter of the move still unsettled* [7 avril 1911] »⁷⁸.

C'est finalement l'organisation d'une grande conférence à l'Hôtel de la Place Viger, le 12 mars 1912, qui initie un élan décisif pour stabiliser le projet. Helm et Dale s'adressent à cette occasion à un public principalement anglophone et protestant, afin de sensibiliser des donateurs potentiels⁷⁹. Des dons sont versés à la suite de l'évènement, mais le mois suivant c'est surtout le Dr Milton Hersey qui finance l'établissement d'un lieu définitif au 257 Dorchester ouest, une usine réhabilitée par le professeur Ludlow, du département d'architecture de McGill.

Nous retrouvons désormais, dans le projet du University Settlement, les progressistes de Montréal qui s'étaient réunis au sein de la City Improvement League, à caractère ouvertement politique, dont deux des membres fondateurs, qui sont Dale et Hersey – le premier est même le premier secrétaire de la League. En cette même année 1912, la League organise une grande exposition municipale sur différents projets sociaux et urbains. Carrie Derick y participe, ainsi que les membres de la famille Learnmonth qui seront par la suite omniprésents dans l'histoire du USM. Nous y retrouvons également Herbert Ames, parmi d'autres figures prestigieuses (le ministre de la Justice et le président de la Chambre de commerce), qui est le vice-président honoraire des expositions.

⁷⁶ MG 4014, C1, Daybook, mai 1911.

⁷⁷ RG76, C88, Minutes of the Alumnae Society : 1 avril 1910.

⁷⁸ MG, 4014, C1, Daybook 1910-1912.

⁷⁹ Liste des invités dans MG4014, C1, acc. 3 (feuille volante). Notons la présence de gradés militaires, de révérends et de rabbins, ainsi que l'absence de noms à consonance française.

L'enregistrement officiel du USM, comme une corporation privée, se réalise finalement à la suite de cette conférence, le 3 avril 1912. La constitution officielle est soumise par Dale et ses proches, sans que ne soient présentes, dans les documents légaux, une seule des membres historiques de Alumnae Society. L'objet de la nouvelle corporation est enregistré en ces termes, où nous pouvons souligner l'emphase sur les enfants :

Pour des fins de philanthropie, d'éducation et autres fins semblables et particulièrement pour fonder des clubs et classes pour l'instruction et l'éducation générale des enfants, des jeunes gens et adultes des environs ; pour créer un centre d'activité sociale et philanthropique et pour l'étude des problèmes de la vie dans les villes ; et concurremment, établir et maintenir un lieu de résidence afin de mettre les personnes de différents milieux sociaux, en relation plus étroite pour le bien commun ; pour encourager et aider des mouvements qui tendent au bien général dans les relations domestiques, scolaires et civiques spécialement à tout ce qui a trait au bien-être de la jeunesse et pour autres fins de bienfaisance, avec tous les pouvoirs nécessaires pour posséder et avoir en jouissance des immeubles, administrer ses biens et ses affaires et atteindre l'objet de sa constitution en corporation⁸⁰.

L'enregistrement officiel ne stabilise toutefois pas encore la direction du projet, au contraire : « *Yet one feels that many things are not satisfactory about this rather undefined institution and that there is something dangerous in the attitude of persistent optimism of the leaders* »⁸¹. Citant le principal Peterson, Cameron touche directement la problématique majeure de la démarche philanthropique, présentant vraisemblablement le sens des changements de méthode : « *The Work of the University Settlement of Montreal is showing us all that there is nothing like personal contact in assisting the needy and unfortunate. The best success will follow if we take away all the mechanism which too often spoils the best intentioned charitable work* »⁸². La situation se dégrade dans les mois suivants, les réunions se déroulant avec de moins en moins de participants et dans une atmosphère souvent « *anxious* ». La tension est même prégnante lors de l'ouverture officielle des nouveaux locaux, le 8 mars 1913, en présence du Gouverneur-général : « *Between two and three hundred people came to see the new quarters. I poured tea til my arms ached. One hopes that this crowd means some vitality of wide spread interest. The place involves many problems, and there is much friction. A board meeting called for Monday night suggests an anxious and strenuous time* »⁸³.

⁸⁰ Extrait du chapitre 113 de la loi instituant les corporations, 1912, pp. 802-804.

⁸¹ AMG, Fonds Susan Cameron, MG4014 C1, Daybook, 1910-1912, au 29 mai 1912.

⁸² MG4014, Daybook 1910-1912, mai 1912.

⁸³ MG 4014, Daybook, 1912-1914, p. 14.

Une réunion pour une réorganisation interne est finalement convoquée en janvier 1914, au moment où Helm quitte le projet : « *Early in the year signs of unrest began to appear once more in the settlement [...] Miss Helm's resignation was accepted at the meeting of January 18th. Almost immediately certain carries of the auxiliary showed signs of dissatisfaction and a desire to ask for reconsideration and compromise [...] The dissentients were notably Mrs Hersey and Mrs Franklin Hibbaw who both spoke excitedly and ill-advisedly with little intelligence. So one step is settled, but there is a difficult path ahead!* »⁸⁴. Après quelques réunions supplémentaires, « *futiles* » et où les « *discontents* » contre Dale sont régulières selon Cameron, le professeur Brown est finalement élu président le 24 novembre 1914. Le départ de Dale fait espérer à Cameron une autre voie pour le projet : « *The Settlement has taken a new trace of life, largely because of the efforts of the new president* »⁸⁵.

S'attarder sur ces conflits récurrents qui marquent les premières années du USM constitue un indice des variations entre les différents projets de *university settlements*, y compris entre les deux *settlements* qui ont émergé autour de McGill. Au-delà du cas montréalais, c'est même la complexité des démarches philanthropiques, et la distance progressive avec le caractère révolutionnaire de l'utopie de Toynbee, qu'il nous faut garder en tête. Le passage du Girls' Club des Alumnae au USM de Dale représente une incise parfaite pour rappeler, en paraphrasant le principal Peterson, que les phénomènes sociaux dépendent plus de l'engagement des acteurs que des principes et des discours mobilisés. Entre le Girls' Club des Alumnae et le USM, le discours est quasi-identique, mais la démarche a changé.

2.3. Le quotidien au University Settlement of Montreal

Quelques cartons de promotion conservés dans les archives confirment la place centrale désormais accordée aux enfants. La devise originale est réaffirmée : *Let me live in a house by the side of the road, and be a friend to man.*

Mais l'emphase se concentre sur les enfants avant tout :

Aim: "The Hope of the Country is in the Children"

Methods: Give them environment and opportunity!

*Interests: "We learn through doing"*⁸⁶

⁸⁴MG 4014, Daybook, 1912-1914, p. 90.

⁸⁵MG4014, Daybook, 1914-1917, novembre 1914.

⁸⁶MG4014, C1, acc. 2457, feuille de promotion en date du 8 février 1912.

Au même titre que le virage vers les enfants, l'attention portée aux domaines sanitaires représente une grande différence avec le travail initial des Alumnae. En 1913, dans les sous-sols du bâtiment, des bains publics sont inaugurés, les « Rubinstein Baths » du nom du principal avocat de ce projet. En cette même année, l'antenne de la Milk Station s'autonomise du Victorian Order of Nurse pour passer sous l'administration du Settlement, de leurs médecins et infirmières, avec l'aide financière de la municipalité et du Womens' Auxiliary. Cela s'accompagne de la création de la Baby Clinic, qui soigne dès 1914 1 844 cas individuels grâce au travail quotidien de deux docteurs et de nombreuses infirmières. Rapidement, ils mettent également en place la Traveling Baby Clinic, ambulance composée d'un docteur et d'une infirmière qui se déplace jusqu'à Pointe-Saint-Charles, autre quartier pauvre et industriel. En ces temps de guerre, ils estiment que les soins et le lait apportés par le Settlement sauvent plusieurs centaines de bébés lors de l'été accablant de 1916, en comparaison aux taux de mortalité des autres quartiers. Les statistiques mentionnent en effet un taux moyen de décès pour la ville de 24 nouveaux nés pour 100 naissances, alors qu'il est de 4 pour 150 dans le secteur du USM. Grâce à l'aide de l'Université McGill, de professeurs et de praticiens, la clinique dentaire devient quotidienne à partir de 1922, et deviendra un des services les plus demandés du Settlement jusque dans les années 1970⁸⁷.

Dans les années 1910, les emplois du temps demeurent stables. Les matinées sont consacrées aux bébés avec le jardin d'enfants, auquel est agrégé le cours de cuisine le samedi matin. La bibliothèque est quant à elle ouverte en après-midi et en soirée, trois jours par semaine. Tous les clubs se déroulent également en après-midi et en soirée, du lundi au samedi. Ils sont divisés par âge et par sexe, et mêlent certains savoirs pratiques (anglais, couture, menuiserie, etc.) à des activités physiques et des loisirs. En 1923, ils ouvrent un School Lunch Room, service qui se maintient jusqu'au déménagement de 1951, et même au-delà.

Plusieurs tentatives de clubs pour les hommes voient également le jour, avec toutefois un décalage chronologique. Ils se révèlent néanmoins tous éphémères, comme le projet lancé après guerre par Francis Hankin, « *known widely in the city for his extensive knowledge of reconstruction problems, is forming a workingmen's club at the Settlement, which will study the present industrial situation and its bearing on the future of the nation* »⁸⁸. Afin d'accompagner les chômeurs dans leurs tâches, un « *employment department* » se crée pour aider les pères de famille à trouver un emploi. Cette dimension pratique sera salvatrice pour plusieurs familles lors de la Dépression des années 1930.

Parmi les grandes réussites, nous insistons sur l'attrait exercé par la bibliothèque gratuite, un des fondements de la révolution du savoir qui est envisagée par Toynbee. Même si son succès ne se

⁸⁷ Le service a ré-ouvert en février 2011, en collaboration avec la Mission Bon Accueil.

⁸⁸ *McGill News*, n° 1, décembre 1919, p. 12.

limite pas aux enfants, elle est devenue la plus importante bibliothèque pour jeunes de la ville. Les mentions qui font état de la soif de lecture observée à la bibliothèque sont fréquentes : « *The library, which is perhaps the most popular spot in the Settlement House [...]*⁸⁹ ; *The membership is so high, about 800, that the children have to wait in queues for their books* »⁹⁰. Les responsables de la bibliothèque doivent même limiter les inscriptions dans les années 1920. Sans que cela ne soit combattu, les chômeurs qui vont aux réunions communistes fréquentent également la bibliothèque du Settlement⁹¹. Offrir une opportunité au public d'accéder au savoir génère un enthousiasme des premiers concernés, aisément vérifiable à travers l'histoire des *university settlements* de McGill.

Le personnel du USM augmente régulièrement dans les années 1910, avant de se stabiliser la décennie suivante. En 1920, l'agence compte six employés : une *Head worker*, un *Boys' worker*, une *Girls' worker*, une responsable du *kindergarten* et deux infirmières. Cette année-là, 75 volontaires se sont engagés dans le Settlement sur des bases régulières. Une seconde responsable du *kindergarten* sera engagée quelques années plus tard, avant que la Dépression ne réduise le personnel à cinq personnes rémunérées. La quantité de volontaires continue toutefois d'augmenter, à 80 en 1925, 90 en 1932 et 107 en 1935. Cependant, comme nous le verrons plus loin, ce développement quantitatif ne signifie pas une extension du projet, mais une réponse, dans l'urgence, aux ravages sociaux de la crise économique des années 1930.

2.4. La culture, l'art et le politique : les *arts and crafts* au USM

Le souhait d'une démocratie fraternelle exprimant toutes les formes d'égalité est déterminant à analyser pour comprendre les *university settlements*. Pour les femmes, le principal espoir du mouvement est d'élargir la sphère du politique vers elles, alors qu'elles sont privées de nombreux droits. Le mouvement montréalais a tenté d'être un acteur de la réforme, bien souvent avec succès, pour créer un espace démocratique qui n'existe pas encore. En 1909, déplorant les intonations « *Carlylean (in flippant language)* », Cameron fait par exemple preuve d'une critique politique acerbe envers le paternalisme et le défaitisme du professeur Leacock : « *Dr Leacock's discourse was a pretty clear exposition of the idea of the failure of the democracy – an idea which I for one do not feel that I can yet accept without of much regretful sadness* »⁹².

⁸⁹ *McGill News*, vol. 3, n° 2, 1922, p. 11.

⁹⁰ *McGill News*, vol. 4, n° 2, 1923.

⁹¹ RG2, C76, 2038, « University Settlement, 1933-1972 », rapport manuscrit de Joan Manten, non daté (début des années 1930).

⁹² MG 4014, C1, Daybook 1908-1909, p. 39 (1^{er} mars 1909).

Le Settlement fait sien plusieurs combats civiques. Ses membres s'investissent par exemple dans l'Anti Child Labor League, mais aussi dans le combat contre la proximité des jeunes femmes avec leurs aînées dans la prison Fullum. Tout comme le fait Addams à Chicago et à Washington, une des fonctions du USM est de faire pression sur les législateurs. Le travail des *settlers* montréalais exerce une influence remarquable lorsque nous observons la précocité des questions soulevées, reprises les unes après les autres par les différents pouvoirs publics. Le sentiment d'agir directement en faveur des réformes sociales est partagé et devient source de motivation et d'enthousiasme : « *Of that work it is impossible to speak at any length here. Some of its features have begun to make a real difference to the welfare of the city, and Settlement affairs now command respectful consideration when they come up at the City Hall* »⁹³.

Cette aspiration à élargir la sphère démocratique s'inscrit dans un contexte culturel dynamique, très souvent avant-gardiste. Par exemple, en 1906, Cameron ne nuance pas ses éloges sur la visite de Booker Washington à Montréal : « *Went to hear an admirable address by Booker Washington, the negro educationist – a tremendous gathering of students and a most memorable piece of oratory* »⁹⁴. La relation avec le YWCA, où des « *agitations* » ont lieu en 1906, est à ce titre exemplaire de l'élan réformiste qui anime l'Alumnae Society : « *Then YWCA tea. Made an address on advisability of change, flexibility of programme etc. Rather revolutionary but apparently well received* »⁹⁵. Le Settlement promeut également le développement de diverses formes d'expressions artistiques. Cameron est ainsi ravie de prendre le thé en compagnie du poète Rudyard Kipling et se réjouit de son succès lors de sa venue à Montréal. En 1912, c'est le Settlement qui accueille et organise les représentations du Horniman Theatre anglais lors de sa tournée américaine, première compagnie au monde à proposer un répertoire. Le Settlement participe également au Child Welfare Picture Movement en 1913 et, la même année, ils sont parmi les premiers de la ville à expérimenter les projections de films en plein air.

Le principal trait culturel que nous pouvons souligner renvoie au coopératisme de Ruskin et à la critique de la société industrielle. Tout comme le fait le Hull House, les projets d'éducation du USM tournent énormément autour de la culture et de l'artisanat, dans ce lien toujours étroit entre le savoir et la pratique (*learning through doing*). Au-delà de l'éducation, l'adoption de la philosophie du *Arts and Crafts* signifie pour le USM porter un projet de société plus humaine et moins industrielle. Ce mouvement social et éducatif est né des interrogations de Ruskin concernant la capacité des machines à produire de l'art. Selon l'artiste anglais, la réponse est négative car l'art a une morale et ne peut se réaliser que par les mains d'une bonne personne, et parmi les membres d'une bonne société – cette vision peut sembler bénigne rétrospectivement, mais elle doit surtout nous alerter sur les bouleversements moraux liés à la révolution

⁹³ *Alumnae News*, novembre 1916, p. 22.

⁹⁴ MG 4014, C1, Day Book 1905-1907, 7 février 1906.

⁹⁵ MG 4014, C1, Day Book 1905-1907, p. 49-50.

industrielle. Ruskin et ses amis proposent donc de combattre la prolifération d'usines pour revenir aux ateliers de taille humaine, afin de privilégier la culture artisanale et manuelle contre la production industrielle. Aux États-Unis, c'est Ellen Starr, du Hull House, qui est le porte-étendard de ce courant.

Ce rejet du matérialisme industriel est une illustration de la rencontre du transcendantalisme d'Emerson avec la coopération anglaise, voire avec la philosophie pragmatiste. Cette influence de Ruskin et d'Emerson est régulièrement mentionnée dans les archives de Susan Cameron, et cela se reflète également dans les clubs des deux *settlements* de McGill. Ce penchant se traduit en Amérique du Nord par le fort respect envers les cultures des nouveaux arrivants qui, bien souvent, n'ont pas connu les usines avant leur émigration. Dans la métropole canadienne, la première grande exposition des artisanats étrangers est ainsi organisée au USM, en 1917 : « *This, which is hoped may be only the first of many exhibitions, and a means of keeping alive arts and crafts too apt to die out after the immigration* »⁹⁶. Cet engagement autour de l'artisanat des immigrants est une grande réussite et les *arts and crafts* sont très vivants au USM jusqu'à la Seconde guerre mondiale.

2.5. Patriotisme et coopération, les paradoxes du USM

Pour le USM, la Première guerre mondiale coïncide avec un premier accroc aux principes fondamentaux des *university settlements*, à savoir la fin du partage de la vie au quotidien entre *settlers* et ouvriers : en 1916, un bâtiment au 256 de la rue Saint George est désormais mis à la disposition des volontaires et du personnel, où les locaux pour les hommes sont séparés de ceux réservés aux femmes⁹⁷. Le nouveau bâtiment est situé non loin de la rue Dorchester, mais cela constitue tout de même une inclinaison forte vers une prise de distance avec l'idéal défini et mis en œuvre à la fin du XIX^{ème} siècle, ce qui débouchera sur la formation d'un « laboratoire universitaire ». Cette décision amorce en effet une évolution très nette pour le mouvement montréalais puisqu'il dissocie l'intervention comme « espace de vie », démocratique, et l'intervention comme « lieu de travail ou d'implication sociale », à l'encontre des vœux des pionniers.

La Première guerre mondiale révèle également plusieurs facettes de la fonction sociale attribuée au Settlement. De nombreux hommes étant partis au front, les besoins des familles monoparentales augmentent, alors que le USM est contraint de rationner ses aides faute de

⁹⁶ *Alumnae News*, décembre 1917, p. 21.

⁹⁷ Nous pouvons également mentionner l'absence de traces concernant les projets de logement pour le public, ce qui distingue le premier projet des Alumnae de celui du USM.

moyens. Des cours de cuisine sont proposés dans l'optique de suggérer aux mères des repas économiques. À travers le Mothers' Club, refondé en 1917, le Settlement propose également des activités sociales régulières, en parallèle à celles des enfants. Le désir de favoriser l'épanouissement de ces derniers grâce aux loisirs, en plein air en particulier, pousse les administrateurs du Settlement à ouvrir un camp d'été à Sainte-Rose, en 1916⁹⁸. Plus qu'une aide matérielle, le USM est au cœur du tissu social et humain dans Dufferin, multipliant les visites à domicile afin de nouer des relations de confiance dans ces temps difficiles. Participant au patriotisme ambiant dans la communauté anglaise, les Alumnae créent, en marge de leurs activités au Settlement, des bibliothèques pour les soldats blessés dans quelques hôpitaux de la ville.

Nous pouvons également observer une crise de l'idéal « coopératif » avec la violence guerrière. La volonté d'éduquer les enfants à la citoyenneté acquiert un autre sens en temps de guerre. Avant de quitter le Canada pour le front, le parrain du USM, le Duc de Connaught, rend ainsi visite à la troupe de scouts du Settlement, sur le campus de McGill ; « *Many of this troops are foreign born, who are learning some of the rights and responsibilities of British citizens under their Scoutmaster at the University Settlement* »⁹⁹. Cette volonté de former des citoyens-soldats est contestée par des grandes figures du mouvement, comme Jane Addams, future prix Nobel de la paix, et Bernard Bosanquet en Angleterre. Pour eux, la « coopération » signifie avant tout une relation pacificatrice entre les individus, entre les classes et entre les peuples. Aucune voix du University Settlement of Montreal ne s'élève publiquement contre la guerre, mais nous remarquons que Carrie Derick et Bella Hall, au lendemain de la guerre, se rapprochent du Labor College de Montréal, d'inspiration marxiste¹⁰⁰. Est-ce un signe de la perte d'espoirs de réforme suscité par le USM ?

2.6. Définir la fonction sociale du University Settlement of Montreal

2.6.1. D'un lieu de création de savoirs à un laboratoire universitaire

Le *settlement* ou « colonie » universitaire voulu par Toynbee devait générer une nouvelle forme de science, qu'il a pensée économique avant tout. Addams, au Hull House, est plus proche de la sociologie naissante, de la philosophie et de la littérature. Elle fréquente notamment les philosophes pragmatistes, William James et surtout John Dewey, lequel anime et participe

⁹⁸ En 1925, Milton Hersey achètera un plus grand domaine pour le camp d'été, dans le comté de Wexford, toujours en activité aujourd'hui.

⁹⁹ *Alumnae News*, nov. 1916, p. 22.

¹⁰⁰ Catherine Vance, *Not by Gods but by the People: The Story of Bella Hall Gauld*, Montréal, Progress Books, 1968.

régulièrement aux conférences du *settlement*. Addams enseigne également dans plusieurs séminaires de l'Université de Chicago, et son activité scientifique depuis le Hull House la rend, de fait plus qu'officiellement, professeure de l'Université.

À Montréal, les deux *settlements* de l'Université McGill reprennent également cette volonté d'innovations scientifiques et cognitives, eux-aussi plus proches de l'histoire, de la philosophie et de la littérature, sans délaissier l'économie et la politique. La création de plusieurs départements universitaires spécialisés dans le domaine des sciences humaines à l'Université McGill après la Première guerre mondiale, puis l'affiliation au Montreal Council of Social Agencies en 1922, priveront toutefois définitivement le USM de cette dimension scientifique.

L'évolution de la place de la science dans les *settlements* de McGill est donc très marquée. Entre 1889 et 1910, l'influence du Toynbee Hall sur l'Alumnae Society et Herbert Ames sont les deux exemples d'universitaires regardant l'univers social montréalais à partir d'outils analytiques scientifiques. Cette innovation scientifique, consistant à mettre la science au service de l'intervention sociale, culmine avec les quatre années d'existence de Social Study Club, entre 1898 et 1902. Les Alumnae tentent ainsi d'utiliser le savoir pour modifier le cours des événements. Citant Bertrand Russell, Cameron encourage la réflexion critique sur l'environnement social : « *On the Study of Philosophy, as an instrument of living: this Study was not pursued* » - *Then! How True!* »¹⁰¹. Dale prolonge dans un premier temps cette tradition des *university settlements* et coordonne la fondation du Social Workers' Club au USM, en 1914, à la veille de son départ. Le Club consiste en des réunions hebdomadaires, « *its membership includes practically all the social workers in the non-Catholic agencies of the city* »¹⁰². Parallèlement à ce Club, la Montreal Charity Organization Society (MCOS) organise des conférences à l'Université McGill, auxquelles participent Helen Reid et Carrie Derick. Les départements de Science sociale (créé en 1918, et qui deviendra le département de Sociologie en 1925) et de Service social (1919) sont les héritiers de ce programme, mais également du Social Workers' Club qui ferme définitivement en 1920.

L'univers de la science du social à Montréal se restructure en profondeur au lendemain de la guerre, en particulier avec le travail d'un neveu de Toynbee, Howard Toynbee Falk. Le jeune anglais a ouvert un département de Service social à l'Université de Winnipeg avant de venir à Montréal. Il a fait ses études au Balliol College d'Oxford, le cœur du mouvement des *university settlements*, avant de résider plusieurs mois au Toynbee Hall. Son père, marié à la sœur d'Arnold Toynbee, est de son côté très proche des réformistes qui ont fondé la Société Fabienne et qui

¹⁰¹ MG4014, C2, 0000-2457.01.17, p.139 (mai 1909).

¹⁰² *McGill News*, vol. 1, n° 3, juin 1920, p. 26.

officiant au Toynbee Hall, en particulier les Webb, les Barnett et Charles Booth¹⁰³. C'est Falk qui est chargé par McGill, en 1918, d'organiser le nouveau cursus de Service Social, qui ouvre l'année suivante¹⁰⁴. Il est ensuite engagé pour mener une étude sur un projet de fédération des agences caritatives à Montréal pour succéder au MCOS, et qui prend le nom de Montreal Council of Social Agencies. Falk en est le premier directeur de 1922 à 1929. Il dirige également la Financial Federation qui est chargée de lever des fonds pour le MCSA. En 1922, la structure de l'intervention sociale « parapublique », ou philanthropique, pour la communauté anglo-protestante de Montréal, est dès lors mise sur pied : la formation des professionnels se fait à McGill, la planification se décide au MCSA et la levée de fonds se concentre à la Financial Federation.

Les *university settlements*, dont la fonction initiale était en même temps de comprendre (analyser) les phénomènes sociaux pour pouvoir agir dessus, perdent cet esprit scientifique lorsque l'Université McGill institutionnalise son rôle de formateur d'intervenants sociaux. Ce processus tend également à distinguer la « pratique » de la « théorie », avec la création d'un département de service social et un autre de science sociale puis de sociologie, ce qui tranche avec la philosophie des premiers *settlers*. Avec la fermeture des clubs scientifiques au Settlement au début des années 1920, le transfert progressif de la production des savoirs sociaux éloigne définitivement le Settlement, et l'Université McGill, du « *scientific spirit* » que Toynbee décrit, qu'Addams réalise et que Dewey théorise, puisque le public n'est plus appelé à y participer.

La philanthropie scientifique en matière sociale est réorganisée à partir de nouvelles structures. Dans les années 1920, le Rotary Club offre, par exemple, une bourse d'études pour travailler dans le social à l'Université McGill. Le Club participe également au financement de différentes agences sociales, dont le USM. Pour le Settlement, c'est à partir de cette réorganisation universitaire qu'émerge une tension entre un ancien modèle de Settlement, qui aspire à créer un « public » au sens défini par Dewey, et un nouveau modèle fondé sur la professionnalisation des interventions. Une tension qui commence à miner les fondements philosophiques de l'agence.

Plutôt qu'un acteur créatif de l'intervention sociale, le USM devient lentement une porte d'entrée communautaire pour des chercheurs universitaires désireux d'étudier l'homme en société. La co-construction des connaissances, par définition égalitaire et démocratique, n'est plus défendue. Au contraire, nous observons le retour d'une relation de pouvoir sur le savoir du « haut » vers le « bas », entre l'Université et les usagers du Settlement. La vaste étude de Leonard Marsh des années 1930, financée par la Fondation Rockefeller, puis le Urban Social Development Project

¹⁰³ Sheperd, « The Genesis of the Montreal Council of Social Agencies », M.A., School of Social Work, McGill, 1957, pp. 47-48.

¹⁰⁴ *McGill News*, vol. 1, n 1, dec. 1919, p. 18.

des années 1960, financé par la Red Feather, confirment cette tendance qui aboutit à la transformation du USM en ce que nous désignons un « laboratoire au service d'universitaires ».

2.6.2. Paradoxes philanthropiques : l'affiliation au Montreal Council of Social Agencies

Lorsque le University Settlement of Montreal décide, dès 1922, d'intégrer le Montreal Council of Social Agencies (MCSA), l'héritier direct de la Montreal Charity Organization Society créée en 1900, un virage déterminant se joue pour la « fonction sociale » du *settlement*. Le but de cette structure est de mieux planifier les activités de la ville en matière sociale et de bien coordonner les différentes activités prises en charge par la philanthropie. Il s'agit également de mieux gérer le travail des acteurs qui se professionnalisent à l'Université McGill. Le MCSA est couplé à la Financial Federation, future United Red Feather, qui centralise et répartit les donations et les budgets pour les différentes agences. Le principal point commun des agences de la structure MCSA-Federation est d'appartenir à la communauté anglo-protestante de la ville, ce qui entre en contradiction avec les vœux universalistes des *settlements* et des *neighbourhood houses*. Dans ce processus visant à rationaliser l'intervention pour réduire la violence sociale liée la pauvreté, c'est réellement le sens du *university settlement* qui est en jeu, son pouvoir, son autonomie, donc sa capacité réformatrice initialement espérée.

L'organigramme du MCSA divise la trentaine d'agences affiliées (30 à 35 dans les années 1920-1930) en quatre « *Divisions* ». La première, « *Sick & Handicapped* », est composée d'institutions médicales, dont le Montreal General Hospital et le Victorian Order of Nurse. La division « *Dependent & Delinquent* » se compose de divers projets, par exemple les Industrial Rooms, le Montreal Diet Dispensary et la Old Brewery Mission. Même si plusieurs agences des autres divisions, comme le USM, mordent sur le rôle de la troisième division, « *Child Welfare* », celle-ci regroupe un ensemble bigarrée d'agences : Protestant Infants' Home Society, Ladies' Benevolent Society, etc. Enfin, la division « *Education & Recreation* » est celle où l'on retrouve le USM, à côté du Iverley Settlement, de St Columba House et de la Chalmers' House.

En regardant les autres *settlements* du MCSA, il est étonnant de voir à quel point ils sont organisés de manière similaire. Par exemple, le Griffintown Girls' Club possède de nombreuses activités que l'on retrouve au USM, comme un camp d'été et des clubs de loisirs, et un emploi du temps largement calqué sur celui du Settlement de Dufferin¹⁰⁵. La ville est divisée en secteurs géographiques par le MCSA afin de mieux planifier l'intervention, et plusieurs *settlements* et

¹⁰⁵ Élise Chénier, « Class, Gender, and the Social Standard: The Montreal Junior League, 1912-1939 », *The Canadian Historical Review*, 90, 4, 2009, p. 24-25.

neighbourhood houses parsèment les quartiers de la ville, comme le Iverley pour St Henri et les Neighbourhood Houses du 4440 rue Clark et de Ville Saint Laurent. Ainsi, non seulement le USM dépend désormais des ressources logistiques et financières de cette fédération, mais il se voit dès lors travailler aux côtés d'autres agences et *settlements*, moins proches de l'universalité scientifique initiale, et de l'Université McGill en particulier¹⁰⁶. Cette nouvelle coopération débouche par exemple en 1930, sur un projet commun du USM, du Iverley Settlement, de la Child Welfare Association et du MCSA, pour mener une étude, « A Study of Population trends in Montreal in Relation to the Development of Community Work », qui doit aider à définir les besoins pour les mandats à venir¹⁰⁷.

Cette structure parapublique nous ramène directement à la question de la place sociale et politique de la philanthropie que Yolande Cohen a exploré. Cette question de la frontière entre sphères publiques et privées représente une des clés pour comprendre la création de l'État-providence d'après guerre. C'est à l'intérieur de ce processus que nous devons regarder l'histoire du USM. Les historiens et historiennes qui se sont penchés sur le philanthropisme jugent très sévèrement le pouvoir réformiste et progressiste de ce type d'intervention sociale. Le rapport de Falk pour le MCSA est pourtant explicite sur les dangers d'un philanthropisme trop charitable : « *The word philanthropy means nothing if it does not imply that our philanthropic activities represent our love for our fellowman ; there can be no love where there is no knowledge* »¹⁰⁸. Élise Chénier constate ainsi le semi-échec du Griffintown Girls' Club, ce qui la pousse à nettement distinguer le « progressisme » du « philanthropisme », prolongeant ainsi les observations de Terry Copp¹⁰⁹. Finalement, l'interprétation de Cohen sur la fonction sociale du philanthropisme à travers le YWCA se retrouve en grande partie dans notre lecture de l'histoire du USM, bien moins dans celle du Girls' Club des Alumnae : « La moralisation, et plus tard la « canadianisation » de la population émigrante, est leur objectif, en même temps que s'exerce un contrôle social par l'inculcation d'une discipline de travail et d'une morale bourgeoise propre au développement du capitalisme industriel, alors en plein essor »¹¹⁰.

La création du MCSA intervient alors que la ville, et la province, se situent en marge d'une tendance dans le Dominion qui pousse les pouvoirs publics à prendre en charge plus directement les besoins sociaux élémentaires. À Montréal, les politiques publiques en matière sociale ne

¹⁰⁶ Voir par exemple AMG, MG2079 C8, 334, "A brief Summary of districts Studied in a preliminary survey by the Settlements Survey Committee. Memorandum submitted to the Education and Recreation Division, Montreal Council of Social Agencies, Octobre 10th 1930" ; Archives de Concordia, "A Study of Population Trends in Montreal in Relation to the Development of Community Work", The Montreal Council of Social Agencies, Décembre 1930 ; Robert Percy, « Dufferin District: An Area in Transition », M.A., Sociologie, McGill, 1928.

¹⁰⁷ Leclair, *op.cit.*, p. 139.

¹⁰⁸ Howard T. Falk, *Report of the Committee of the Montreal Council of Social Agencies*, 1919, p.17, cité par Sheperd, *op. cit.*, p. 62.

¹⁰⁹ Chénier, *op. cit.* Copp, *op. cit.*, pp. 117-118 ; 120 ; 126-127.

¹¹⁰ Cohen, 2010, p. 40. Seule la « morale bourgeoise » mériterait un éclaircissement pour notre objet.

débutent que dans les années 1930, alors qu'auparavant la Ville aide au financement de certains organismes charitables. Face à la Dépression, la municipalité se décide finalement à organiser son propre système d'aide aux chômeurs afin de soutenir les milliers de familles en détresse. Néanmoins, à l'inverse des autres villes canadiennes, il n'existe pas, avant la Deuxième guerre mondiale, d'autres politiques d'aide publique, comme des pensions pour personnes âgées et une assistance aux mères de famille. La particularité de l'intervention publique à Montréal est de financer tardivement les agences charitables et philanthropiques, notamment la Société Saint-Vincent de Paul, la Financial Federation et la Family Welfare Association, plutôt que d'organiser directement son intervention sociale¹¹¹. Dans cette évolution, un des objectifs de l'École de service social de McGill est de former des professionnels qui sont de plus en plus demandés, aussi bien par les organisations philanthropiques que par les pouvoirs publics.

2.7. Les relations délicates entre l'Université McGill et son Settlement

Les étudiants de McGill participent à divers projets sociaux et ils sont attirés par d'autres *settlements* de la ville, confessionnels très souvent, comme la Chalmers' House presbytérienne fondée par Sarah Libby Carson en 1912. Cette tendance est plus marquée à la fin des années 1920, lorsque les autorités protestantes rétractent leur foi dans la science sociale, donc dans le USM. Ce virage se traduit pour le USM par des difficultés accrues à faire participer les étudiants de McGill¹¹². Tout comme les autorités protestantes, l'Université McGill semble parallèlement s'éloigner du Settlement, qui perd son rôle d'innovateur social, scientifique et politique après la Première guerre mondiale. Entre 1920 et 1940, nous n'avons ainsi trouvé qu'une seule mention d'un engagement personnel extra-académique et novateur au Settlement, celle d'un étudiant voulant ouvrir le USM le dimanche pour projeter des films et organiser des jeux pour les enfants. Lorsque l'Université décide de fermer son département de Service Social, en 1933, c'est même le principe d'intervention sociale depuis l'université qui est touché. La rupture n'est toutefois pas brutale puisque l'Université McGill participe à la mise en place de la Montreal School of Social Work, par Dorothy King, pour prendre le relai du département – l'École réintègrera officiellement l'Université en 1950¹¹³.

¹¹¹ Lire par exemple Ann McLennan, « Charity and Change: The Montreal Council of Social Agencies' Attempts to Deal with the Depression », M.A. (histoire), McGill, 1984.

¹¹² Shore, Marlene, *The Science of Social Redemption. McGill, the Chicago School, and the Social Research in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 46.

¹¹³ Pour une présentation de l'histoire du travail social à McGill : David Leigh, « The McGill School of Social Work, 1918-1959 », 8 p., consultable aux archives de McGill : RG66 C79, 2548.

La prise de distance de l'Université McGill envers son Settlement est consommée avec le principal Arthur Currie à la fin des années 1920 et au début des années 1930. En janvier 1930, par exemple, Isabel Brittain, une Alumnae très active depuis le tournant de siècle, demande à Currie d'être « *our special speaker* » à la réunion annuelle du USM : « *We have vivid recollections of other visits you have paid to the Settlement, and hope you will be able to favour us on this occasion* »¹¹⁴. Il décline à cause d'une absence, mais Miss Learnmouth, *Headworker* du Settlement, lui réécrit quelques jours plus tard pour lui annoncer que la réunion est décalée afin de lui permettre de venir : « *it was a great pleasure to learn of your willingness to address our Annual Meeting [...]* »¹¹⁵. Currie accepte de venir, presque contraint, mais « *a prepared address is out of the question* »¹¹⁶. Le parrain du USM donne un autre signe de cette désaffection, trois ans plus tard, lorsqu'il se plaint des pratiques de levée de fonds par les jeunes hommes de l'*Athletic Club* et, surtout, lorsqu'il critique les valeurs éducatives que le Settlement veut transmettre par les activités sportives. Selon lui, le Settlement manque de rigueur et de règles, à l'image de la soirée de boxe à laquelle il a participé et qui été retardée. Dans cet échange de lettre avec Miss Learnmouth, Currie, le parrain du USM, avoue également ne pas connaître les membres du Board¹¹⁷.

Le principal Currie travaille en ces premières années de la Dépression sur un autre projet social, plus académique et plus lucratif : une vaste recherche pluridisciplinaire financée par la Fondation Rockefeller. L'objectif de la Fondation est de donner à la sociologie en plein essor un but pratique, de réunir les sciences sociales dans une « coopération intellectuelle » et de comprendre en particulier les phénomènes d'immigration et d'urbanisation¹¹⁸. Le Social Science Research Project est confié à un socialiste anglais, Leonard Marsh, membre de la Société Fabienne puis, à Montréal, de la League for Social Reconstruction. Le jeune universitaire gère un budget très important pour mener une recherche qu'il oriente sur le chômage, mais il reconnaît lui-même que son travail, un « *ambulance work* », ne modifiera en rien les causes sociales du phénomène.

Marsh devient membre du Board du USM, qui lui sert scientifiquement de fenêtre sur les malheurs de la Dépression : le Settlement est donc relégué au plan de laboratoire pour ce projet, le pouvoir du savoir universitaire s'imposant sur l'idéal coopératif, et la recherche devient nettement séparée de l'action. Preuve de ce désamour avec le Settlement, à l'heure où les chômeurs actifs dans les réunions communistes fréquentent la bibliothèque du USM, l'Université

¹¹⁴ Lettre de Isabel Brittain à Arthur Currie, du 9 janvier 1930 (AMG, RG2, C51, 2207C).

¹¹⁵ Lettre de Currie à Mrs Greenshields du 14 janvier 1930 ; lettre de Miss Learnmouth à Currie le 17 janvier 1930 (AMG, RG2, C51, 2207C).

¹¹⁶ Lettre de Currie à Learnmouth le 20 janvier 1930 (AMG, RG2, C51, 2207C).

¹¹⁷ Lettre de Learnmouth à Currie, 31 mai 1933 et lettre de Currie à Learnmouth, 14 juin 1933 (AMG, RG2, C51, 2207C).

¹¹⁸ Shore, *op. cit.*, pp. 198-202.

s'engage ouvertement à combattre la diffusion du radicalisme socialiste et de la tradition marxiste héritée du professeur Harold Laski, dont Marsh leur semble l'héritier¹¹⁹. L'idéal des *settlements* est par répercussion très menacé.

2.8. L'indispensable USM lors de la Dépression des années 1930

À l'aube de la Dépression, l'Université tend ainsi à se désengager du Settlement, lui-même évoquant le besoin de changer de quartier d'intervention. Les discussions sur le lieu où établir le Settlement étaient vives lors de l'ouverture en 1910, elles le sont d'autant plus vingt ans plus tard, lorsque le quartier Dufferin a perdu ses écoles et son caractère résidentiel. De cette crise existentielle qui couve au USM, la Dépression vient modifier la situation en profondeur :

At our last meeting, I was feeling rather disappointed that we had not been able to sell our property, nor move to a district more thickly populated with homes [...], but the year's work, just completed, has made me thankful that we were right here to be of use to many people during a particularly difficult and depressing period ¹²⁰.

L'augmentation de la charge de travail au USM au cours des années 1930 est très importante. Le personnel est maintenu à cinq employés durant la décennie, mais les volontaires passent de 66 en 1931 à 107 en 1935. L'affluence double presque en un an, entre 1930 (32 000 visites) et 1931 (53 000), avant de se stabiliser dès 1933 autour de 65 000 visites annuelles. Tous les rapports notent cette augmentation dans les divers clubs et activités, malgré un budget qui demeure identique, ce que Joan Manten, représentante de l'Alumnae Society, juge « *almost unbelievable* »¹²¹. À la fin de la décennie, la Seconde guerre mondiale vient également rajouter du travail pour le USM puisque beaucoup d'hommes rejoignent l'armée : « *The additional work requires even more workers than formerly* »¹²².

Le programme quotidien du USM varie très peu en ces années de crise, car l'aide apportée est bien souvent vitale au quotidien pour les usagers. Le jardin d'enfants, destiné aux immigrants en premier lieu, connaît une très forte augmentation et exigera en 1938, malgré les difficultés financières, l'emploi d'une seconde responsable. Les clubs de loisirs pour les filles et les garçons, de tous les âges, sont très actifs car ils offrent une occasion unique de s'évader de la misère et du

¹¹⁹ *Ibid*, p. xii-xiii et p. 267.

¹²⁰ Miss Learnmouth pour les rapports annuels du MCSA (1931), *Welfare Work in Montreal*, 1932, p. 189.

¹²¹ RG2, C76, 2038, « University Settlement, 1933-1972 », Rapport manuscrit de Joan Manten, non daté (du début des années 1930).

¹²² RG2, C76, 2038, « University Settlement, 1933-1972 », Rapport sur le USM de Mary Hendry, dactylographié, non daté (vraisemblablement aux débuts des années 1940).

désespoir – c'est au cours de ces années que le camp d'été prend une place centrale dans la vie du USM. Un fonds destiné aux personnes âgées du quartier est également mis sur pied, et le Settlement s'efforce de trouver des emplois pour quelques heureux élus. Le travail sur la santé des usagers, que ce soit les urgences ou les suivis, ainsi que la clinique dentaire, tournent toujours à plein régime. Le Lunch Room pour les enfants, généralement des « *underfed little bodies* », est financé par des dons privés en marge de la Financial Federation et redevient un élément essentiel dans la vie du quartier : « *The Lunch Room is an Emergency Activity – having been started on account of the Depression* »¹²³.

En retraçant l'histoire du USM, il nous est possible de reconstituer la misère sociale vécue à Montréal à la suite de la crise financière de 1929. La *Head worker*, Miss Learnmouth, témoigne ainsi en 1935, dans un rapport officiel qui laisse habituellement peu de place à la subjectivité et aux sentiments :

*We are very close to the lives of our neighbours and it appals us that so many are hopeless. It is not alone that bad housing conditions, but the very dangerous forced idleness over this long period of unemployment. There is no means of providing clothing and household necessities and even soap is luxury. Courage in the face of these difficulties is often superb*¹²⁴.

Les rapports font également état de l'absence de tout confort matériel, comme le manque de matelas et de tenus pour la nuit. En 1937, 70 % des chefs de famille du quartier sont au chômage. Le budget pour la nourriture et les vêtements est à cette date de 18 cents par jour par personne. En 1939, « *One family was found to be taking [...] an eye on the baby, nights and day, because of rats* »¹²⁵. À l'heure de cette crise majeure pour les sociétés occidentales, les appels provenant du USM pour encourager une prise de conscience de la situation sont réguliers, mais rares demeurent les signes d'un engagement réformiste déterminé : « *There is an urgent need for everyone to understand social conditions in our city and province and to work towards a solution of difficulties which might well be overcome by intelligent, concerted action* »¹²⁶.

À la fin des années 1930, le University Settlement of Montreal s'est transformé en une agence de gestion de la pauvreté, un « service » qui ne peut offrir que la charité et le réconfort, abandonnant progressivement son rôle d'innovateur social, scientifique et politique.

¹²³ Document de Mme CHagnon dans le Classeur 1 (1934), Rapport annuel de Mrs Tait, 1934-1935.

¹²⁴ Miss Learnmouth pour les rapports annuels du MCSA (1935), *Welfare Work in Montreal*, 1936, p. 92.

¹²⁵ RG76, C2, 1335C, Rapport d'Edith Rhind pour l'Alumnae society pour 1939-40.

¹²⁶ Miss Learnmouth pour les rapports annuels du MCSA (1938), *Welfare Work in Montreal*, 1939, p. 93.

Avec toutes ses activités, le USM est néanmoins très important dans la vie quotidienne du quartier Dufferin, aussi bien au niveau matériel qu'humain. Il soigne, nourrit, divertit, rassure et fait preuve d'un engagement unique dans ces années de Dépression, car il est le dernier *settlement* de la ville : « *It may not be generally known that this is the only Settlement in the City where workers lives in the Settlement House among the people they serve* »¹²⁷. Une plus vaste étude pourrait expliquer ce fait, mais il est fort probable qu'une réponse à cette longévité réside dans l'engagement et l'espoir, « l'enthousiasme » dirait Toynbee, des centaines d'acteurs de l'histoire des deux *settlements* de McGill. Un autre élément de réponse tient à la place centrale qu'ont occupé très tôt l'Alumnae Society puis le University Settlement of Montreal comme bateaux amiraux de l'intervention sociale au sein de la communauté anglophone de Montréal, laquelle perd démographiquement son importance dans la ville.

¹²⁷ RG76, C2, 1335C, Rapport pour 1937, dactylographié, non signé.

TROISIÈME PARTIE : LA RECHERCHE INTERVENTION, TIRER DES LEÇONS DE L'HISTOIRE ?

3. TIRER DES « LEÇONS » DU PASSÉ POUR MIEUX PENSER L'AVENIR

Cette troisième partie est un essai pour rendre l'histoire utile à un projet d'incubation universitaire. L'innovation méthodologique a principalement consisté à accorder le travail historiographique qui dégage des phénomènes et des processus, avec une vision des dynamiques sociales contemporaines, et ainsi à dégager les évolutions propres au passé pour penser l'avenir. Il s'agit d'une tentative pour répondre au problème du *comment* utiliser notre savoir rétrospectif sur le passé, tout autant qu'une piste pour la question du *pourquoi* commune à toutes les pratiques universitaires. Les thématiques abordées ne sont pas exhaustives, néanmoins elles forment ensemble un large point de vue sur l'utilité de se pencher sur l'histoire des *university settlements* pour des projets d'incubation universitaire.

3.1. L'intégration dans les réseaux

L'historienne Judith Trolander a fait de l'intégration des *settlements* dans une fédération la problématique centrale de son analyse de ce mouvement aux États-Unis. Nous proposons de prolonger cette idée au cas montréalais¹²⁸. Il est important de souligner le processus entre 1890 et 1939 qui tend à faire d'une structure quasi-autonome, le Girls' Club des Alumnae, un rouage d'un système « parapublic », le USM, fortement lié à des institutions par les mandats ou/et les personnalités dirigeantes.

La question du financement a été pour les *settlements* un des principaux obstacles à leur développement, sans pour autant avoir été insurmontable. La Community Chest aux États-Unis, comme la naissance de la structure MCSA-Financial Federation à Montréal, représentent deux alternatives financièrement bénéfiques pour les *settlements*.

Au-delà du financement, l'alliance des forces vives de l'action sociale joue également en faveur d'une coordination des multiples actions afin de créer un front socialement et politiquement plus influent. Toutefois, plusieurs *settlements* américains, en particulier à New York et Chicago, refusent cette forme de mise sous tutelle par le contrôle des canaux d'alimentations financiers,

¹²⁸ Judith Trolander, *Professionalism and Social Change. From the Settlement House Movement to Neighborhood Centers, 1886 to Present*, New York, Columbia University Press, 1987.

qui s'accompagnent d'un droit de regard sur les activités : « *Should a settlement board allow a controversial program in a house, the local Community Chest, which controlled the house's budget, was likely to stop it* »¹²⁹.

Les cas d'Addams et du USM nous empêchent cependant de proposer toute interprétation dichotomique sur les stratégies d'alliances de type : financement ou soutien externe signifie perte d'autonomie et de liberté. Malgré l'organigramme du MCSA, les activités du USM demeurent orientées vers toutes sortes d'actions hors du cadre éducatif et récréatif dans lequel il est théoriquement restreint, en particulier dans le domaine de la santé. D'autre part, Addams a œuvré pour rapprocher les *settlements* entre eux, et ce sont les alliances qui ont permis aux Alumnae, puis au USM, de développer leurs projets. Les Alumnae et leur *settlement* recevaient, par exemple, des vêtements confectionnés par le King's Daughter Circle, au même titre que la Grenfell Mission et le Fresh Air Fund¹³⁰. De même, c'est le Local Council of Women qui a établi le Social Study Club qui anime la réflexion scientifique au Girls' Club. Inversement, au début des années 1910, le USM est responsable du parc Dufferin dans le cadre du travail du Montreal Park and Playground Association. Certaines Montréalaises s'imposent également dans des structures plus larges, à l'image de Carrie Derick qui, en 1899, est invitée par le National Council of Women à venir faire un exposé, « Clubs for Working Girls », à London en Ontario.

En fonction de la nature des projets, les alliances et les réseaux peuvent donc se révéler très souples, la « *co-operation* » jouant alors pleinement son rôle de conciliation et d'association. La relation entre l'Alumnae Society et le YWCA dans les années 1900 est à ce titre exemplaire puisque les premières allaient chez les secondes leur suggérer des réformes, avant que les femmes du YWCA n'aillent observer, puis participer aux projets du quartier Dufferin.

À Montréal, à la différence du Hull House, la dépendance envers les réseaux mobilisés semble se créer en même temps que le projet se développe. Après la fermeture du Girls' Club en 1905, c'est le Protestant Board of School Commissionners qui permet aux activités de se prolonger grâce à la mise à disposition de locaux, tout en exigeant certains apprentissages dans leur projet pour enfants¹³¹. En 1911, c'est le Wolfe-Montcalm Chapter IODE qui finance l'embauche d'une responsable du jardin d'enfants. De même, le camp d'été se développe grâce au soutien du Rotary Club, en grande partie, puis du Kiwanis Club, du Dalse Club et d'autres « *civic and church organizations* »¹³². Dernier exemple, en 1929, les programmes de santé sont assurés avec la

¹²⁹ *Ibid*, p. 23.

¹³⁰ AMG, RG 76, C88, "Girls' Club and Lunch Room, Annual Report, 1897", p. 5.

¹³¹ *Gazette* du 8 décembre 1908, "For Children's Welfare. McGill Neighborhood Club Shows Interest in Little One".

¹³² AMG, RG2, C51, 672, « University Settlement of Montreal, 1921-1937 », "Annual Report of the Head Worker for the year of 1929" ; AMG, RG76, C88, "Historical and biographical notes, 1888 -", "The University Settlement of Montreal, Historical Notes".

coopération de la Child Welfare Association et de la Junior Red Cross¹³³. Le USM dépend rapidement, et presque entièrement, des ressources externes.

La philanthropie montréalaise, y compris à travers le USM, semble sélectionner les « bons programmes » et par extension, comme l'a noté Cohen (2010), les « pauvres méritants ». Cette pratique va à l'encontre de l'idéal original des *settlements*. Le cas du USM démontre la nécessaire réflexion posée par la double problématique de l'origine du financement d'un projet d'un côté, et de la stratégie d'alliance et d'intégration en réseaux de l'autre. L'achat en 1925 par le Dr Hersey, membre à vie du Settlement, du camp d'été de Wexford confirme-t-il le poids du MCSA et l'inclinaison vers la récréation et l'éducation ? Le camp d'été devient progressivement la principale activité du Settlement, ce que critiqueront certains directeurs après la Deuxième guerre mondiale. Le USM devient en effet un centre de voisinage, un *Neighbourhood Center*, à partir des années 1920, où les activités sportives et sociales apparaissent être les principales activités du Settlement, et non plus l'apprentissage scientifique et l'engagement civique.

Parallèlement, nous ne possédons pas de traces d'innovations sociales ou de projets audacieux après l'affiliation au MCSA. Au contraire, depuis la séparation des travailleurs des lieux d'activités, en 1916, le sens original du Settlement inspiré par Toynbee se perd petit à petit. Un rapport de 1929 se révèle ainsi très éloigné des considérations en matière d'éducation exprimées au début du siècle, lorsque les principes de Montessori étaient par exemple débattus. L'objectif des clubs du Settlement se conforme alors à celui de l'école : « *development of co-operation, imagination, dependability and respect for authority* »¹³⁴. L'élan réformiste se transforme, entre 1890 et 1940, en une nouvelle forme d'agence locale de gestion des populations pauvres : « *To carry on, cheerfully, day after day, in the midst of so much dreary poverty, and so many harrowing cases, knowing that Settlement work is PREVENTIVE and that direct results are rarely seen, surely this is beyond praise* »¹³⁵. Le souhait de prévention a remplacé l'espoir de grandes réformes et cette évolution concorde avec la perte d'indépendance du projet.

Ces enjeux de l'autonomie et de la dépendance sont donc très perceptibles à Montréal. Les structures sont responsables en partie de la perte de créativité du Settlement, certains acteurs en ayant eux-mêmes pleinement conscience :

Does the [Financial] Federation give a pledge to its subscribers that needs will be met and that funds will be administrated wisely and in accordance with standard modern practice? If such a pledge is expressed or implied, is the Federation in a position to "make good" on its

¹³³ AMG, RG2, C51, 672, « University Settlement of Montreal, 1921-1937 », « Annual Report of the Boys' Department for the year of 1929 ».

¹³⁴ AMG, RG2, C51, 672, « University Settlement of Montreal, 1921-1937 », « Report of the Girls' Department for the year 1929 ». Pour la référence à Montessori : *Daily Star*, 7 février 1913.

¹³⁵ *McGill News*, vol. 4 n° 2, 1923, p. 21.

*pledge? If it has such a measure of control over the situation, what becomes of the principle of "agency autonomy", and wherein does the function of the Federation in this respect differ from that of the Council of Social Agencies?*¹³⁶

3.2. Orienter la méthode coopérative vers la complémentarité et la créativité

Comme le suggèrent les expériences montréalaises, la réussite des *settlements* est liée à l'animation au sein d'un lieu de rencontre, à la qualité de vie et d'échange au quotidien. Il est possible de dégager certains modèles d'actions du mouvement, les pratiques à Montréal faisant écho à celles des autres projets. La discussion et le débat sur l'innovation est ainsi à l'origine de tous les projets des *settlements*.

Pour l'Alumnae Society, les réunions qui scandent cette réflexion sont mensuelles et sont présidées par une présidente qui change régulièrement, ou une vice-présidente, et sont enregistrées par une secrétaire. Après la prise de décision collective, par vote, chaque nouveau projet commence par la constitution d'un petit comité de travail. Celui-ci rapporte aux réunions de la Société la progression de ses travaux, lors desquelles de nouveaux verdicts pouvaient être pris. Tous les clubs des deux *settlements* montréalais que nous étudions sont orchestrés selon ce modèle d'association volontaire.

Dès lors, contrairement à ce que l'on pourrait penser¹³⁷, il n'est pas évident de considérer que le non consensus soit un obstacle à l'efficacité de l'action. Les tensions des années 1960 au sein du USM ont poussé sa directrice, Patricia Morrison, à accepter un virage démocratique autorisant les débats internes, ce qui a immédiatement porté ses fruits aussi bien pour l'engagement des publics que pour l'impact de leurs actions. La recherche du consensus risque même de s'opposer à certains principes liés à la volonté réformatrice de remise en cause des pratiques dominantes.

L'héritage anglo-saxon des clubs et des associations volontaires se retrouve au cœur de la coopération au sein des *settlements* : « *Through these clubs and classes and through the group-work process which has developed, as leadership has gained through more professional training, the basis is laid for self-control, social consciousness, and co-operation for team work in industry and citizenship* »¹³⁸. Ces groupes, formés autour de diverses thématiques (différentes classes, activités de loisirs, manuelles et culturelles), se constituent par inscription volontaire et se

¹³⁶ Archives du School of Social Work de McGill, "Report of the Survey Committee" sur "Financial Federation and The Montreal Council of Social Agencies", Mai 1935.

¹³⁷ *Ibid*, p. 23-24.

¹³⁸ Graham Taylor, "Developing the Group Life" dans *Chicago Commons Through Forty Years*, 1936, p. 55.

veulent ordonnés et démocratiques. Le travail par groupe a pour fonction de mobiliser et de faire converger les individus vers un objectif commun.

Néanmoins, cette pratique peut déboucher sur un rapport de force du « haut » vers la « bas » dans le cadre philanthropique, avec le maintien d'un pouvoir de contrôle sur les individus grâce à la force d'un groupe et à l'autorité administrative. De plus, l'idéal du travail en groupe peut pâtir d'un octroi de pouvoir excessif à des *leaders*. Si l'ambition d'une association volontaire est réellement démocratique, l'exigence d'intégrer les publics à toutes les échelles des prises de décision s'impose, comme cela a pu être observé dans certains clubs des *settlements* de McGill. Cela ne doit pas avoir pour objectif d'obtenir un accord sur une décision préétablie, mais bien d'écouter et d'accepter des points de vue qui divergent et qui répondent à diverses préoccupations. Des témoignages de Toynbee à ceux des acteurs du USM des années 1960-1970, cet idéal démocratique est difficilement atteignable sur un temps court, mais il demeure la clé d'une véritable innovation sociale. L'« *apathy* » du public est une des conséquences et une des réalités de notre fonctionnement social, mais une multitude d'expériences réussies parsème également l'histoire et doit nous encourager, si nous aspirons à construire la démocratie, à conserver cet idéal de vie en société.

La coopération peut encourager cet apprentissage commun de la citoyenneté : choix collectif des activités par le public puis autonomie des groupes, libre parole des participants, élection de représentants, rédaction de rapports si nécessaire, puis respect de la décision prise collectivement. Ainsi, « *self-government spirit within the small club broadens with the participation in councils of the adolescent and senior groups, where policies are discussed and programs planned* »¹³⁹. Marqueur fort de l'engagement démocratique, les Alumnae rappellent régulièrement que les clubs doivent être entrepris en fonction des souhaits du public, « *the idea is to make these evening take the place of classes in fancy work which have been asked for* »¹⁴⁰. Ces pratiques ont eu beaucoup de succès, même chez les enfants qui ont fait preuve d'adaptation à ce mode d'organisation collective. Différents événements sont ensuite organisés pour faire se rencontrer les clubs entre eux. Après une période où le USM s'est éloigné de ces principes, un très fort retour vers ce type de pratiques se réalise dans les années 1960 :

More and more the work of the Settlement has returned to its original purpose : to study the problems of town life, to promote and assist movements for the general good in domestic, educational and civic relations, to provide a centre for social and philanthropic activities, and to maintain a place of residence to bring persons of various social environments into

¹³⁹ Graham Taylor, *op. cit.*, p. 55.

¹⁴⁰ AMG, RG76 C88, "Minutes of the Alumnae Society, 1901-1911", février 1903.

*closer relations for their common benefit. [...] The Constitution has been rewritten to make organization of the Settlement more democratic*¹⁴¹.

La complémentarité des savoirs, ensuite, est la clé d'une créativité innovatrice et elle ne peut s'exprimer pleinement que dans ce type de contexte démocratique. La méthode de communication est un bon exemple pour discuter de cette complémentarité, car ce savoir-faire se distingue des pratiques universitaires centrales d'une recherche intervention (sociologie et travail social). La communication est pourtant déterminante pour la réussite d'un projet contemporain, en partie car cela permet aux acteurs de s'identifier individuellement à un projet dynamique, intelligible et reconnu. L'utilisation des réseaux de communication a été à cet égard un souci constant pour les *university settlements* montréalais, depuis l'organisation d'évènements sociaux (conférences, concerts, représentations) jusqu'aux campagnes très ciblées relayées dans les organes d'information (bains publics, vote des femmes etc.). La dimension du réseau de communication mobilisé joue un poids important car il peut faire incliner directement le législateur : lors de la campagne sur le logement dans les années 1940-1950, à laquelle participe le USM, ce n'est plus seulement la complémentarité des réseaux qui leur permet de devenir audible, mais la force et la capacité d'action d'une coopération de larges structures, dont le MCSA. Sans avoir les mêmes capacités de mobilisation, la créativité que nécessite une méthode de communication s'accorde parfaitement avec l'innovation dont se nourrit une incubation universitaire, d'autant plus à l'heure de la révolution technologique des communications.

Il y a enfin une importante distinction à mettre en évidence entre un projet coopératif hors du cadre universitaire par des membres de l'institution (Girls' Club) et un autre plus étroitement lié aux réseaux d'une université (USM). Les grandes structures peuvent écraser un projet, mais l'université demeure un espace social privilégié pour la créativité. La communication, comme nous l'avons vu, comme bien d'autres pratiques universitaires actuelles (arts visuels, urbanisme, gestion, etc.) peuvent également apporter des savoirs importants et complémentaires, stimulant la créativité de chacun et alimentant par répercussion un projet qui se veut innovateur. La « leçon » à retenir ici pourrait se résumer ainsi : mobilisons tous les savoirs universitaires pertinents en fonction des projets, sans pour autant les restreindre aux pratiques structurelles et institutionnelles, à moins que ces dernières n'encouragent effectivement l'innovation. L'audace de Toynbee, d'Addams et des Alumnae s'est exprimée dans leurs engagements respectifs à sortir de certaines balises, ce qui a modifié le cours de l'histoire, mais a également créé de nouvelles pratiques universitaires. Pour une recherche intervention, la complémentarité de la créativité de chacun peut être un objectif très fécond, entre universitaires mais également, nous le verrons, avec les publics s'ils obtiennent le pouvoir de « participer ».

¹⁴¹ RG 76 C2, 2038 : Rapport de (illisible), non daté, manuscrit.

3.3. S'inspirer des *settlements* pour créer un espace d'échanges

Une autre question importante de la recherche intervention contemporaine concerne l'espace des échanges et des dialogues entre universitaires et public. La nature des *settlements*, implantations spatiale et locale avant tout, nous apporte aujourd'hui beaucoup d'éléments de réflexion et devrait nous aider à concevoir des projets d'avenir. À la différence de la recherche-action participative analysée dans le rapport Longtin¹⁴², les *settlements* ne sont pas simplement des lieux de recherches académiques mais, comme le notait Dewey, des espaces de vie avant tout. À l'inverse, nous avons vu l'impasse qu'a connue le USM à partir du moment où il s'est transformé en un « laboratoire » de McGill, intégré à la structure MCSA-Federation. Dès qu'ils ont rompu avec l'idée du partage de la vie quotidienne et de recherche en commun, dans un espace dédié, le sens du projet en a été altéré et les appels pour revenir aux fondamentaux sont apparus : « *It is the ambition of the Settlement, already much cramped for room, to move to larger quarters where settlement workers could reside as well as to those who might wish to study conditions in the neighbourhood* »¹⁴³.

Il n'est pas nécessaire de revenir en détail sur les réussites des *settlements* concernant la création d'un espace d'échange. Notons toutefois que ces réussites nous rapprochent de la relation de confiance espérée par Juan-Luis Klein (2007) : « *la relation de confiance se construirait au cours du travail entre les membres de l'équipe comme résultat d'un apprentissage collectif* »¹⁴⁴. En vivant à leurs côtés dans les *settlements*, donc en sacrifiant un certain confort personnel, ils ont créé presque mécaniquement une relation humaine privilégiée avec le public. De plus, l'histoire des *settlements* confirme les conclusions de René, Laurin et Dallaire (2009) sur l'importance d'identifier un lieu approprié, hors du cadre universitaire, pour créer une nouvelle forme de rapport démocratique sur le savoir : « *la recherche doit créer un espace de dialogue et de réflexion déstabilisant les positionnements et convictions des participants afin qu'un croisement des savoirs puisse progressivement se construire* »¹⁴⁵. En revanche, la vie commune dans les *settlements* et le principe de coopération divergent d'une approche de recherche-action qui estime que « *l'importance pour l'équipe de recherche [soit] de développer des contacts avec les organisations locales et/ou de s'implanter localement, afin de faciliter le recrutement des participants à la recherche* »¹⁴⁶. Le vécu de type démocratique et égalitaire au sein des *settlements* se distingue, en effet, d'une simple recherche préconçue à laquelle on aspire à faire adhérer des membres du public.

¹⁴² David Longtin, « Revue de la littérature : la recherche-action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires », *CRISES*, ET1102, 2011.

¹⁴³ RG 76 C4, Minutes of the Alumnae Society : Réunion du 4 mars 1919.

¹⁴⁴ Rapport Longtin, *op. cit.*, p.22, en référence à Jacobson, Pruitt-Chapin et Rugeley (2009).

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 23.

¹⁴⁶ *Ibid.*

Ce principe d'identifier un lieu appropriable par le public, distinct du cadre universitaire, peut parfaitement s'adapter au projet des Accorderies¹⁴⁷ de Montréal. Les Alumnae ont par exemple développé un système d'aide financière pour les étudiantes qui s'investissent dans le *settlement*, pratique proche de certains programmes boursiers contemporains. Dans une autre dimension, il pourrait être envisagé de proposer à des universitaires de vivre dans les bâtiments en échange de ce même engagement dans le projet. Cette idée contient comme premier avantage de contribuer directement à la création d'un espace d'échange que l'on sait, avec les expériences des *settlements*, potentiellement très fécond pour la création d'une relation sociale privilégiée. Dernière « leçon » qu'il est possible de tirer de l'histoire des *settlements*, au-delà de ces idées liées à la matérialité des projets, le lieu de partage créé par les *settlements* a démontré la relative artificialité de l'idée de « marginalité » des publics, que l'on a pourtant tendance à utiliser comme un paradigme scientifique dans les démarches universitaires. Qui est le plus socialement marginalisé, le public dans le besoin matériel ou l'universitaire ?

3.4. La problématique financière et la relation de gratuité

Comme nous l'avons énoncé plus haut, la question du financement des projets a été un obstacle difficile à franchir pour les *settlements*, de même qu'un élément qui peut bâillonner un projet jugé trop subversif. Pour prendre ses distances avec les pratiques charitables, Toynbee projetait lui-même de porter son « esprit scientifique » sur la question de l'argent dans les sociétés industrielles, préalable à la définition de préceptes politiques. Le paternalisme de Carlyle, qui pourtant pointait lui aussi les vices de l'argent (« *We have profoundly forgotten everywhere that cash-payment is not the sole relation of human beings* »), n'est pour Toynbee qu'une impasse pour la mise en place des relations démocratiques¹⁴⁸. Les héritiers de Toynbee, comme le principal Peterson de McGill et le planificateur social Howard T. Falk, ont répété ensuite que la charité n'est pas le synonyme de la philanthropie. Deux problèmes émergent donc parallèlement : le financement des projets et la dimension uniquement matérielle d'une intervention. Les diverses expériences contemporaines, synthétisées en partie dans le rapport Longtin, démontrent également l'omniprésence du problème du financement aujourd'hui. Est-il dès lors envisageable de contourner cette barrière des rapports financiers ?

La réponse est oui, mais différemment selon les projets. Le premier enseignement de l'histoire des *university settlements* réside dans la prise de distance qu'il est nécessaire de penser avec la charité sous toutes ses formes, c'est-à-dire la démarche qui consiste à vouloir donner quelque chose aux « marginalisés », certes peu présente dans les universités. Dans la première moitié du

¹⁴⁷ Voir <http://www.accorderie.ca/spip.php?article59>.

¹⁴⁸ Toynbee, *Lectures...*, p. 193-195.

XX^{ème} siècle, lorsque les structures publiques d'aide n'existaient pas et que les conditions matérielles étaient des plus précaires, le public du Settlement refusaient déjà la charité et réclamait autre chose. Le Settlement « *is not a charity in the ordinary sense of the word. The boys and girls who come in their hundreds to its clubs and its entertainments do not seek charity. They want opportunity for self-expression* »¹⁴⁹. Les clés pour associer les publics à un projet d'incubation ne sont donc pas fondamentalement liées à des ressources matérielles.

En observant l'évolution des *settlements* à Montréal, nous pouvons noter que plus les moyens d'existence d'un projet sont autonomes, et souvent instables, plus l'innovation et le sens démocratique semblent guider les actions. La plus parfaite expression du *settlement* à Montréal, du moins la plus proche de l'espoir de Toynbee, fut celle des Alumnae entre 1895 et 1905, lorsque leur budget était conçu pour être autonome et leur dynamisme extrêmement attrayant. Par manque de moyens, les Alumnae ne pouvaient pas proposer la charité, mais elles ont toutefois réussi à créer une structure qui comblait en partie plusieurs manques de base du public : amitié, nourriture, logement, vêtements et divertissement.

Cette réussite, comme d'autres, ne peuvent que nous encourager à repenser les rapports de solidarité, sans que le filtre de l'argent providentialisé soit l'enjeu principal. Cela représente certes un défi important, mais les publics ont prouvé par le passé qu'ils étaient capables de se mettre eux aussi au service d'un groupe ou de la société, par leurs savoirs et leur engagement, permettant ainsi à des projets de se développer sans dépendre de ressources extérieures.

Au Chicago Commons, pour prendre un exemple très simple qui se retrouve à Montréal, « *all the senior clubs unite in holding a mid-winter Fair every year, the entire proceeds of which they appropriate to provide some equipment in the use of which all share. Unmet needs are thus often supplied* »¹⁵⁰. De manière plus large, la créativité des coopératives et des projets d'économie sociale sont également des réponses alternatives qui méritent toute notre attention. Si nous nous écartons de certains modèles pour inventer, pour essayer de nouveaux projets, pour reprendre la réflexion du XIX^{ème} siècle sur la financiarisation des rapports humains, il sera possible de mettre en pratique des projets profondément novateurs en matière de mobilisation des ressources.

La stabilité des ressources financières et matérielles obtenue grâce à un organisme externe n'est parallèlement pas une garantie de bénéfices. Dans les années 1930, la paralysie du USM est perceptible du fait d'une trop forte dépendance envers les moyens et les pouvoirs de l'Université McGill et du MCSA-Federation, organisme qui n'a donc en rien résolu les problèmes antérieurs du financement. Comme nous l'avons vu, une frustration s'est exprimée contre cette dépendance.

¹⁴⁹ *McGill News*, n° 1, décembre 1919, p. 12.

¹⁵⁰ *Graham Taylor*, "Founding the Future" dans *Chicago Commons...*, *op. cit.*, p. 43.

Elle s'est portée sur l'absence de réactivité à une situation, la crise financière des années 1930 et le gel du financement privé, plus que sur le manque de moyens. Au cours de ces années de crise sociale profonde, la philanthropie a démontré ses limites et les pouvoirs publics sont intervenus plus directement, précipitant la mise en place du *welfare state*. Une description synthétique résume les caractéristiques de la Financial Federation, suggérant les causes de ces limites : « *tends to be conservative when it comes to getting more ; [...] thinks naturally in terms of business management – economies ; has the « power of the purse strings » ; is under pressure to exercise it* »¹⁵¹.

Nous ne pouvons que converger vers les conclusions des historiens et des historiennes qui opposent le progressisme et la démocratie au philanthropisme – nous insistons parallèlement sur la variation de cette activité selon les âges et les lieux, qui rapproche parfois tous ces phénomènes historiques. Quel est le lien entre le manque d'engagement du USM, dirigé par Mrs Greenshields, et la place privilégiée de la compagnie Greenshields Ltd parmi les donateurs historiques du USM ?¹⁵² De même, un rapport interne du MCSA-Federation est des plus explicites sur le sens de leur action. Dans la section « *The Council [MCSA] as a Body for Social Planning and Social Control* », il est exposé clairement les conséquences de la hiérarchie pyramidale et le problème intrinsèque d'une philanthropie charitable :

*The Federation has authority through financial control. It may be necessary, in rare instances, for the Federation to use this authority in a coercive manner, in order to initiate the more desirable forms of social control.*¹⁵³

Pour un projet d'avenir, qui aspire à innover pour modifier le cours de l'histoire, il semble donc nécessaire de repenser les rapports humains pour sortir de la dépendance financière et de toutes les formes de charité. Une des conditions pour la réussite d'un tel projet est de se diriger vers une autonomie financière maximale d'une part, mais également vers une relation de gratuité, plus appropriée à une aspiration innovatrice. Toynbee avait commencé à vouloir réaliser ce projet avant de décéder, le premier pas pour lui ayant été la démarche scientifique visant à exposer les débats sur les enjeux des relations sociales monétarisées. La recherche intervention est aujourd'hui tributaire d'une aide financière venue généralement d'institutions publiques et de fondations, ce qui n'a pas le même sens, qui l'oblige en partie à cadrer ses projets en fonction de critères, académiques et administratifs par exemple, qui entrent parfois en contradiction avec certains principes que nous pourrions croire fondamentaux pour l'innovation.

¹⁵¹ Archives du Dpt de travail social de McGill, *Report of the Survey Committee. Section One. An interim Report on Financial Federation and the Montreal Council of Social Agencies*, Montréal, mai 1935, p. 9.

¹⁵² *First Report*, op. cit., chapitre « Special Subscriptions ».

¹⁵³ *Report of the Survey Committee*, Op. cit., p. 14.

Une nouvelle fois, une partie des réponses contre cet obstacle des moyens financiers, récurrent et handicapant, réside dans notre capacité à nous engager pour réduire cet aspect des projets d'incubation. Sur notre capacité de création, il semble même que l'ensemble des acteurs d'un projet d'incubation, universitaires et publics, gagneraient à associer leurs moyens et à échanger leurs savoirs. La réflexion commune porterait sur les possibilités d'organisations mais aussi sur les potentialités et la complémentarité des ressources de chacun, ce qui créera une forme de responsabilisation individuelle au service d'un projet collectif. Chacun possède en effet des ressources (matérielles, réseaux, savoirs) qui, en cas de complémentarité, dégageraient rapidement une nouvelle forme d'action privilégiant l'échange, le don, le volontariat, l'engagement. Par leurs propres réseaux, les publics enrichiraient ainsi ceux développés depuis les universités, comme ceux des *extensao* des incubateurs brésiliens : « Le réseautage constitue une des conditions devant assurer la pérennité des incubateurs et leur influence politique, influence nécessaire afin de transformer les rapports sociaux et économiques. Les incubateurs doivent établir un réseau auprès des milieux universitaires, des bailleurs de fonds et des organisations gouvernementales et non gouvernementales appuyant les initiatives d'économie solidaire »¹⁵⁴. La rencontre des réseaux universitaires avec ceux du public drainerait une portion bien plus vaste des ressources sociales qui, mises au service d'un projet, porteraient une créativité potentielle d'une autre dimension.

3.5. Partir à la rencontre du public et à la recherche d'un langage commun

Aujourd'hui, comme hier, la première condition d'un projet réussi est la participation du public. Précisons même, la participation sous toutes ses formes pour créer un rapport de pouvoir horizontal. Comme d'autres, Toynbee le répétait souvent, malgré une certaine condescendance sur ce qu'il appelait l'« *apathy of those who were to be instructed* »¹⁵⁵.

Avec l'histoire des *university settlements*, nous nous éloignons en effet d'une démarche fréquente dans les projets contemporains, chez ATD Quart-Monde en particulier, qui consiste à proposer aux publics d'adopter comme mode de réflexion les pratiques académiques (vocabulaire technique, planifications, centralité de l'écriture, problématisation systématique, synthèses et rapports de recherches, évaluations etc.). Ces pratiques propres au milieu universitaire s'opposent généralement au vécu quotidien et aux savoirs des interlocuteurs, qu'il est pourtant espéré de faire participer. Sans une politique définie sur ce sujet, et même sans un dialogue lors de la conception des projets qui offrirait un pouvoir de décision au public, le désir de partager les méthodes universitaires quasi inchangées risque, naturellement, de créer une barrière à fort

¹⁵⁴ Rapport Longtin, p. 60.

¹⁵⁵ Montague, p. 41-42.

potentiel de marginalisation réciproque. Cet écueil se retrouve en particulier dans les méthodes où l'on distingue les « participants » des « sujets »¹⁵⁶. Addams, par exemple, a été très méfiante envers le savoir universitaire et son statut social. Toynbee, de son côté, a pensé créer une nouvelle science dont la conception serait partagée. En somme, sur cette question de la dimension sociale du savoir universitaire, devons-nous demander aux publics de s'adapter aux pratiques universitaires, ou plutôt l'inverse ?

En imaginant le dialogue et les échanges à créer entre *teachers* et public, Toynbee parlait d'un *enthusiasm* qui découle d'un plan général et intelligible, que nous avons compris comme l'engagement à mettre en pratique des principes forts, préétablis mais modifiables, qui doivent constituer une identité à partager. Cette dimension mêle l'épistémologie, la politique, la culture et la morale, et forme une « philosophie de l'action » qui est, par exemple, absente des projets des *extensao*¹⁵⁷. En comparaison aux *settlements*, les projets brésiliens contemporains se privent ainsi d'une possibilité de langage à partager avec le public, étape déterminante pour un travail réflexif commun.

Afin de développer et d'entretenir une relation sociale privilégiée, les *settlements* ont démontré l'utilité de penser les incubations au-delà d'une simple relation de travail (participants rémunérés/sujets de recherches) et d'œuvrer pour créer une relation d'égalité autorisant l'expression individuelle et accompagnant la responsabilisation du public. Il s'agit donc d'accorder deux lignes distinctes : « *The Settlement must maintain the freedom of each resident's individuality and must also have the unity of spirit capable of developing a household organism all its own* »¹⁵⁸. Afin de mettre en pratique le discours sur la « participation » du public dans une recherche-action¹⁵⁹, le principe démocratique d'égalité, donc de l'octroi d'un pouvoir de parole et de décision à chacun, possède un énorme potentiel de réussite. Il semble même parfois indispensable. Il ne s'agirait donc pas d'un « laboratoire universitaire », ce qui fut l'aboutissement de l'histoire des *university settlements* à Montréal, mais, pour paraphraser Tocqueville, d'un « laboratoire de la démocratie ».

Le tableau du mouvement des *settlements* est par ailleurs loin d'être idyllique, et l'« *apathy* » n'a pas toujours été surmontée. Les Alumnae notent, par exemple, des problèmes de fonctionnement interne dans les années 1890 : mis à part le chant et les études bibliques, deux activités aisément appropriables, « *the numbers attending the other classes were small, and in the future it would be wiser to form only those classes for which the girls ask and which they pledge themselves to*

¹⁵⁶ Rapport Longtin, p. 25-27.

¹⁵⁷ *Ibid*, p.62 et 70-71.

¹⁵⁸ Graham Taylor, *op. cit.*, p. 23.

¹⁵⁹ *Ibid*, p. 68-69.

attend »¹⁶⁰. Leur projet, comme d'autres, doit surmonter un certain « *lack of interest and club spirit on the part of the regular members* »¹⁶¹. L'« enthousiasme », qui découle tout autant de leur philosophie d'action que de leur engagement individuel, a été le ciment leur permettant de mettre en place l'animation du lieu pour récolter un dynamisme permanent et vital.

Des entretiens passés avec des acteurs du USM dans les années 1960-70, plusieurs idées fortes sont ressorties. Il a été répété que la difficulté pour créer un langage commun est très importante et peu se révéler décourageante. Le public, bousculé dans son quotidien par des universitaires qui proviennent de milieux différents, n'offrira ni sa confiance, ni son énergie, sans la mise à plat des détails concernant la démarche entreprise.

Présenter une « identité » personnelle ou collective, faite de sentiments et d'engagement, semble être un excellent moyen pour créer un langage commun. Les nombreux échecs ne doivent ensuite pas faire de l'ombre aux plus rares réussites, dont la force s'envole souvent au-delà des attentes initiales. Une dernière suggestion des travailleurs sociaux montréalais des années 1960 émerge du contexte historique contemporain : les structures, publiques pour la plupart, qui offrent des services caritatifs et vitaux sont aujourd'hui bien établies, ce qui doit nous encourager à nous concentrer sur d'autres formes d'activités. Un nouveau projet depuis l'université possède une marge de libertés plus importante que par le passé pour créer un espace de rencontre et de partage sur des savoirs originaux et déclinables, comme la technologie, la cuisine et l'art, terrains préalables à un travail réflexif commun, plus social et scientifique.

Alors que la population industrielle devait survivre par elle-même au tournant du XX^{ème} siècle, les projets de l'Alumnae Society ont perduré car les jeunes femmes ont su surmonter les difficultés liées à l'indifférence (*apathy*) pour établir une relation de confiance collective. Afin de construire ce rapport social privilégié, elles ont avant tout pris de leur temps pour effectuer des visites régulières aux domiciles, pour participer à des discussions très pratiques sur des questions de la vie quotidienne et pour organiser des clubs qui ont amélioré directement la vie du public (cuisine, hygiène, loisirs etc.). Elles s'engageaient au quotidien, au détriment de leur confort personnel, ce qui a encouragé le respect réciproque. Ce processus relationnel ne peut être réalisé que graduellement, et subtilement : « *time and patience with self and others are required to find and fit one's self into one's own niche. While this slow and indirect process is made more natural by observing the amenities of sympathy and courtesy, it can rarely be hastened, but is sure to be retarded, by autocratic supervision and bureaucratic organization* »¹⁶². Envers des

¹⁶⁰ AMG, RG 76, C88, "Girls' Club and Lunch Room, Annual Report, 1895-96".

¹⁶¹ AMG, RG 76, C88, "Girls' Club and Lunch Room, Annual Report, 1897".

¹⁶² Graham Taylor, *op. cit.*, p. 24.

publics immigrants, cette tâche est d'autant plus délicate : « *slow, very slow, this work must be ; for the foreign mother is a little different at first* »¹⁶³.

La démarche des *settlements* a permis au public de saisir le travail des universitaires et, inversement, aux *settlers* de comprendre et d'assimiler les problèmes de leur vie quotidienne : « *We are often brought very close to the lives of many in the vicinity and share in their joys and sorrows* »¹⁶⁴. Cette compréhension mutuelle s'avère plus que tout autre élément un terreau indispensable pour la mise en place d'un langage commun, partagé ou/et co-construit, afin de faire converger les forces et les savoirs pour mener un projet innovateur.

¹⁶³ *McGill News*, vol. 7 n° 1, 1926, p. 25.

¹⁶⁴ AMG, RG2, C51, 672, « University Settlement of Montreal, 1921-1937 », "Annual Report of the Head Worker for the year of 1929", p. 8.

CONCLUSION

« *If my labors merely serve to assist another to the great cause [of the truth], I shall be satisfied* »¹⁶⁵

Notre recherche a permis de rendre aux Alumnae leur statut historique de pionnières dans le travail social scientifique au Canada, aux antipodes de la pratique charitable. Nous insistons pour rendre à cette génération la place déterminante qu'elle a tenue dans l'histoire de Montréal et du pays, ce qui nuance plusieurs conclusions retrouvées dans l'historiographie. Ces quelques remarques, écrites à l'origine pour le University Settlement of Montreal, devraient ainsi plutôt être adressées aux Alumnae et pensées à l'échelle du Dominion : « *the University Settlement is the Mother of Settlements in the city of Montreal, a city where leaven of such kind is so urgently needed. Many of those who have been interested in the founding of other social centers in the city received their first inspiration in the University Settlement, so that the measure of its success and influence is illimitable* »¹⁶⁶.

À la fin des années 1910, les travaux du USM offrent un spectacle saisissant de l'ampleur du mouvement des *university settlements*. Avec le temps, les divers projets se sont complétés les uns avec les autres, pour former un large front en faveur du mieux vivre ensemble dans une des plus grandes villes d'Amérique du Nord. Leurs réalisations contrastent singulièrement avec la léthargie des autorités publiques en matières sociales, ceci expliquant en partie l'engagement réformiste des universitaires. Les *settlements* font écho à l'héritage de nombreux universitaires qui, à l'image de Toynbee et de Dewey, rappellent à l'État son devoir d'action, « *the duty of public service* » selon les termes d'un philosophe prisé par Susan Cameron, Bertrand Russell¹⁶⁷. La « coopération » sociale ne veut toutefois pas se substituer aux pouvoirs en place, donc œuvrer pour une réforme trop brutale. Elle aspire plutôt à participer aux discussions et aux projets d'améliorations d'une démocratie en permanente redéfinition et, en particulier, à l'accélération d'une politique en faveur du public qui subit les rapports de force sociaux. Cela n'a pas empêché les pionniers de conserver un esprit critique permanent, jugeant les discours en observant les

¹⁶⁵ Arnold Toynbee, à 19 ans, à l'aube de sa carrière en histoire, cité par Francis Montague, « Arnold Toynbee » dans Herbert Adams (éd.), *John Hopkins University Studies in History and Political Science*, Seventh Series, Baltimore, janvier 1889, p. 8-9.

¹⁶⁶ *McGill News*, vol. 1, n° 3, juin 1920, p. 17.

¹⁶⁷ *McGill News*, juin 1934, « Ethel Hurlbatt, LL.D. Warden of the Royal Victoria College, 1907-1929 », by Susan [Cameron] Vaughan.

pratiques : « *We feel bound to criticize again and again the work of social Settlement, and test its value* »¹⁶⁸.

Cette enquête a permis d'isoler deux points centraux pour comprendre les expériences des *university settlements* de McGill : l'engagement individuel et citoyen des acteurs de cette histoire, et l'intérêt social et scientifique de mettre en place des projets aux côtés du public. À l'inverse de Toynbee qui espère dégager la « philosophie de l'histoire » pour façonner l'économie politique – nous savons aujourd'hui comment la retranscription du passé est malléable et l'interprétation trop subjective – nous insisterons plutôt sur l'utilité de connaître certaines expériences, aspirations et paradigmes passés, pour toute démarche qui souhaite porter l'innovation. Chacun comprendra qu'il n'y a ni loi ni modèle, ni même de véritable « leçon » dans l'histoire, mais des situations uniques, des expériences spécifiques, qui peuvent certes se ressembler et être inspirantes, mais qui conservent chacune leurs contextes et leurs dynamismes.

Étudier le passé nous a aidés à donner du relief aux problématiques et aux paradigmes contemporains de l'économie sociale et de la recherche intervention. Plusieurs éléments du passé se sont en effet révélés d'une grande actualité, comme nous l'avons vu dans la troisième partie. L'intérêt de dépasser le statut de « sujet participant » afin d'inclure un public actif dans toutes les étapes des projets s'est particulièrement dégagé dans ce travail. La mise en pratique du rapport d'égalité s'est avérée déterminante pour offrir de la force et de l'ampleur à un projet. Le délicat processus de mobilisation et de responsabilisation du public, mais aussi des universitaires-citoyens, et la créativité dans plusieurs domaines (communication, mobilisation des ressources, etc.), sont également ressortis de notre enquête. Les premières Alumnae, Toynbee et tous les autres acteurs qui gravitaient autour du mouvement, se sont rassemblés sur des principes ouvertement réformistes afin d'étendre, donc de créer, la démocratie. En somme, tous ces points sont liés et orient(eraient) la recherche-intervention vers de multiples formes de savoirs et, en premier lieu, vers les sciences et les pratiques qui touchent à la pratique politique. Parallèlement, ces pistes de réflexion et le principe même de rechercher dans l'intervention, afin d'innover pour construire l'avenir, se révèlent extrêmement stimulantes pour les chercheurs en histoire soucieux de leur rôle social : relire les histoires de ces expériences doit pouvoir inspirer les citoyens.

De nombreuses interrogations se sont par ailleurs soulevées tout au long de cette recherche. Comment permettre l'autonomie et l'émancipation du public en intervenant auprès de lui ? Et, finalement, pour quelles finalités sollicitons-nous son soutien et sa participation dans nos projets ? L'université est-elle capable de créer des ponts vers les problématiques quotidiennes et

¹⁶⁸ Hilda Oakley, qui travaille au Passmore Edwards Settlement de Londres pendant la Première guerre mondiale, dans *Alumnae News*, décembre 1917, p. 16.

les débats de société, ou toute autre forme de savoir utile au public ? Patricia Morrison, directrice du USM dans les années 1960, posait la question des réformes nécessaires pour le Settlement en ces termes : « *who has more the right to decide such questions than the people most vitally concerned – the members and residents of the Settlement area?* »¹⁶⁹.

Jane Addams, et sans doute toute une partie du mouvement des *settlers* philanthropes américains comme Graham Taylor et Lilian Wald, a été également très proche des philosophes pragmatistes américains. Manifestement, l'histoire des *university settlements* confirme que cette philosophie s'impose comme une source importante d'inspiration pour les projets de recherche intervention. Avec le temps, une historiographie tournée vers l'herméneutique réalisera sans-doute des recherches plus complètes sur toutes les questions que cela soulève, ce qui nous permettra, par exemple, de comprendre l'étendue de l'influence de Jane Addams sur la philosophie pragmatiste. Ce travail nous permettra également de nous apercevoir de celle, ou non, de Toynbee et du travail des *settlers* sur les grandes questions de la philosophie et de la sociologie. Addams et les philosophes pragmatistes américains ont affirmé qu'il nous fallait penser le savoir comme une compétence non exclusive aux institutions d'enseignement supérieur. À les lire, ce ne sont plus des ponts qu'il nous faudrait alors bâtir entre les universités et le public, mais plutôt détruire les murs de l'académisme qui créent une hiérarchisation du savoir, comme des statuts de la parole et de la réflexion.

Il nous est aujourd'hui très difficile de savoir quels sont tous les enjeux des démarches incubatrices, comme ceux de la disparition de l'insularité académique et de l'acquisition d'armes cognitives par le public. Faisant écho à un ensemble de questions soulevées dans ce texte, un enjeu semble s'imposer comme un axe innovateur pour l'avenir de la recherche intervention : la possibilité de développer une philosophie (ou science) publique de la pratique politique (et démocratique), hors des institutions, donc avec le public. Néanmoins, toutes ces questions et remises en cause de notre environnement convergent au préalable vers un impératif aisément identifiable, la prise de conscience individuelle du sens et des exigences de la citoyenneté.

¹⁶⁹ AMG, RG 76 C 2, 2038, *University Settlement 33-72*, Annual Report 1970, p. 2.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Fonds d'archives

Fonds du University Settlement of Montreal, Archives de l'Université McGill : RG2, C51 ; RG2, C83 ; RG2, C126 ; RG76, C2 ; MG2076, C14 ; MG2076, C36 ; MG2076, C44.

Fonds Susan Cameron, Archives de l'Université McGill ; MG 4014.

Fonds de l'Alumnae Society, Archives de l'Université McGill ; RG76, C88 ; RG76, C5 ; RG76, C2 ; RG76, C4.

Fonds du Montreal Council of Social Agencies, Archives de l'Université McGill : MG2076, C2 ; MG2076, C7 ; MG2076, C9 ; MG2076, C19 ; RG2, C43 (Federation) ; RG76, C111. Archives de l'École de travail social de McGill : «*Postwar Housing Needs, 1943*».

Sur le Urban Social Development Project : Archives de l'Université McGill, MG 2076, C9 (256) ; MG2076, C57 (1134).

Archives de la Bibliothèque Publique Juive de Montréal : 00173 University Settlement of Montreal ; 00022 McGill School of Social Work ; 00123 Neighbourhood Correspondence & Reports.

Sur le professeur Dale, Archives de l'Université McGill : RG2, C60 ; RG43, C1 ; RG43, C8.

Périodiques

Alumnae News.

McGill News.

The Montreal Council of Social Agencies, *Welfare Work in Montreal*.

Sources imprimées

Addams, Jane, *Twenty Years at Hull House*, New York, McMillan Co., 1917.

_____, «A Function of the Social Settlement», *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, 1899, pp. 33-55.

_____, *The Spirit of Youth and the City Streets*, New York, 1909.

Ames, Herbert Brown, *The City Below the Hill*, [1897], Toronto, University of Toronto Press, 1972.

Bryan, Mary, Lynn McCree, Barbara Bair, et Maree de Angury, (éd.), *The Selected Papers of Jane Addams*, 2 vols, Chicago, University of Illinois Press, 2003-2009.

City Improvement League, *For a Better Montreal*, Montréal, The League, 1910.

Montague, Francis, «Arnold Toynbee» dans Herbert Adams (éd.), *John Hopkins University Studies in History and Political Science*, Seventh Series, Baltimore, 1889.

Coit, Stanton, *Neighbourhood Guilds*, Londres, 1892.

Montreal Council of Social Agencies. «Report of the Survey Committee. Section One. An interim Report on Financial Federation and the Montreal Council of Social Agencies», Montréal, 1935. (Archives de l'École de Travail Social de McGill).

Montreal Council of Social Agencies, «A Study of Population Trends in Montreal in Relation to the Development of Community Work», Décembre 1930. (Archives de l'Université Concordia).

Prince, Raymond, *An Ecological Study of Social Pathology in Montreal*, Montréal, Urban Social Development Project, 1966.

_____ et Joan Roberts, *The Investigation and Treatment of Survey-Identified Psychiatric cases*, Montréal, Urban Social Development Project, 1967.

Robert, Percy, «Dufferin District: An Area in Transition», M.A. (Sociologie), McGill, 1928.

Roberts, Joan, Raymond Prince, Bernice Gold et Edward Shiner, *Social and Mental Health Survey*, Montréal, Urban Social Development Project, 1966.

Taylor, Graham, *Chicago Commons Through Forty Years*, Chicago, 1936.

Toynbee, Arnold, *Lectures on the Industrial Revolution in England. Popular addresses, notes and other fragments*, Londres, Rivingstons, 1884.

University Settlement of Montreal, *First Report of the University Settlement of Montreal*, Montréal, 1912. (BANQ).

University Settlement, McGill, Mental Hygiene Institute, *Urban Social Development Project and Community Laboratory*, Montréal, avril 1962.

Urban Social Development Project, *Progress Report*, Montréal, janvier 1966.

_____, *An Ecological Study of Social Pathology in Central Montreal*, Montréal, 1966.

Études

Ouvrages généraux

Allen, Richard, *The Social Passion: Religion and Social Reform in Canada, 1914-1928*, Toronto, University of Toronto Press, 1971.

Cook, Ramsay, *The Regenerators, Social Criticism in Late Victorian English Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987.

Cuthbert, Gail, Naomi Black, Paula Bourne, Maghda Fahrni, *Canadian Women. A History*, 3^{ème} édition, Toronto, Nelson Education, 2011.

Haskell, Thomas, *The Emergence of Professional Social Science: The American Social Science Association and the Nineteenth Century Crisis of Authority*, Urbana, University of Illinois Press, 1977.

Linteau, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération* [1992], Montréal, Boréal, 2000.

Menant, François, *The Metaphysical Club. A Story of Ideas in America*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 2001.

Valverde, Mariana, *The Age of Light, Soap and Water: Moral Reform in English Canada, 1885-1925*, Toronto, McClelland & Stewart, 1991.

Histoire des *settlements*

Abel, Emily, «Toynbee Hall, 1884-1914», *The Social Service Review*, 53, 4, 1979, pp.606-632.

Heyworth, Elspeth, *The Story of the Toronto Settlement House Movement, 1910-1985*, Toronto, The Toronto Association of Neighbourhood Services, 1986.

Irving, Allan, Harriet Parsons et Donald Bellamy, *Neighbours: Three Social Settlements in Downtown Toronto*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 1995.

Jackson, Shannon, *Lines of Activity*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2000.

Jennison, Mary, *Study of the Canadian Settlement Movement*, Springfield, MacLean Foundation of Toronto, 1970.

Lasch, Christopher (éd.), *The Social Thought of Jane Addams*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1965.

Leclair, Micheline, « Les *Settlement Houses* montréalais et les Anglo-protestants, un écho de la fin du XIX^{ème} siècle, une lumière sur le XX^{ème} siècle », M.A. (histoire), UQAM, 2000.

Madoo Lengermann, Patricia et Jill Niebrugge-Brantley, «Back to the Future: Settlement Sociology, 1885-1930», *The American Sociologist*, 33, 3, 2002, pp.5-20.

Mortin, Irving, «Program Development at the University Settlement of Montreal», M.A. (sociologie), McGill, 1953.

Prentice, Alison, «Bluestockings, Feminists, or Women Workers? A Preliminary Look at Women's Early Employment at the University of Toronto», *Journal of the Canadian Historical Association*, 2, 1991, pp.231-261.

Trolander, Judith Ann. *Professionalism and Social Change: From the Settlement House Movement to Neighborhood Centers, 1886 to the Present*, New York, Columbia Press, 1987.

Vance, Catherine, *Not by Gods but by the People : The Story of Bella Hall Gauld*, Montréal, Progress Books, 1968.

Histoire de l'Université McGill

Frost, Stanley Brice, *The History of McGill in Relation to the Social, Economic and Cultural Aspects of Montreal and Quebec*, Montréal, Commission d'Études sur les Universités, 1979.

_____, *McGill University. For the Advancement of Learning*, 2 vols, [1980], McGill Queens's University Press, 1985.

Gillett, Margaret, *We Walked Very Warily : A History of Women at McGill*, Montréal, Eden Press, 1951.

Montour-Perras, Diane, « La charité professionnelle : l'émergence de la carrière de travailleuse sociale à McGill (1913-1948) », M.A. (histoire), UQÀM, 1988.

Moore, John J.O., *Education For a Caring Profession: The McGill University School of Social Work, 1950-1966. A Personal Encounter*. Unpublished manuscript.

Powell Coulson, Ann, «Tribute to Pioneers: McGill School of Social Work», Montréal, 1993 (Archives de l'École de travail social de McGill).

Shore, Marlene, *The Science of Social Redemption. McGill, the Chicago School, and the Social Research in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1987.

_____, "L'épistémologie de Carl Dawson", *Cahiers de recherche sociologique*, 39, 2003, p.181-204.

Éléments d'histoire sociale de Montréal

Chénier, Élise, «Class, Gender, and the Social Standard: The Montreal Junior League, 1912-1939», *The Canadian Historical Review*, 90, 4, 2009, pp. 671-710.

Cohen, Yolande, *Femmes philanthropes. Catholiques, protestantes et juives dans les organisations caritatives du Québec, 1880-1945*, Montréal, Presse de l'Université de Montréal, 2010.

_____, « De la nutrition des pauvres malades : l'histoire du *Montreal Diet Dispensary*, 1910-1940 », *Histoire Sociale/Social History*, 41, 81, 2008, pp.133-163.

Copp, Terry, *The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974.

Cross, Harold, *One Hundred Years of Service with Youth: The Story of the Montreal YMCA*, Montréal, Southam Press, 1951.

Harvey, Janice, « Les protestants et les origines du réseau des services sociaux protestants de Montréal », dans G. Lapointe (éd.), *Société, culture et religion à Montréal : XIX^{ème}-XX^{ème} siècles*, Montréal, VLB, 1994.

McLennan, Ann, *Red Feather in Montreal*, Montréal, Red Feather Foundation, 1996.

_____, «Charity and Change: The Montreal Council of Social Agencies' Attempts to Deal with the Depression», M.A. (histoire), McGill, 1984.

Mills, Sean, «When Democratic Socialists Discovered Democracy: The League for Social Reconstruction Confronts the 'Quebec Problem'», *The Canadian Historical Review*, 88, 1, 2005, pp.53-81.

Ottmann-Clish, Liane, «Accessibility of health and social services for cultural communities in the Montreal metropolitan era», M.A. (Science politique), Université de Concordia, 1986.

Perry, Ann, «Manliness, Goodness, and God: Poverty, Gender and Social Reform in English-Speaking Montreal, 1890s-1930s», M.A. (histoire), Queen's University, 1999.

Sheperd, William, «The Genesis of the Montreal Council of Social Agencies», M.A. (École de travail social), McGill, 1957.

Wilson, Laird, «The Montreal Parks and Playgrounds Association Inc. A Historical Study from the year of its founding in 1896 to 1949», M.A. (histoire), McGill, 1953.

Wolfe Jeanne M. et Grace Strathan, «Practical Idealism: Women in Urban Reform, Julia Drummond and the Montreal Parks and Playgrounds Association», dans Caroline Andrew & Beth Moore Milroy (éd.), *Life Spaces: Gender, Household, Employment*, Vancouver, UBC Press, 1988, pp. 31-64.

Lectures complémentaires

Bazzoli, Laure, *L'économie politique de John R. Commons*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Leffers, Regina, «Pragmatists Jane Addams and John Dewey inform the Ethic of Care», *Hypathia*, 8, 2, "Feminism and Pragmatism", 1993, pp.64-77.

Longtin, David, « Revue de la littérature : la recherche action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires », *CRISES*, ET1102, 2011.

Morgan, Graham, «The Development of Sociology and the Social Gospel in America», *Sociological Analysis*, 30, 1, 1969, pp. 42-53.